

RAPPORT
DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
DES NATIONS UNIES
(Janvier-décembre 1985)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 31 (A/41/31)



NATIONS UNIES

RAPPORT
DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ
DES NATIONS UNIES
(Janvier-décembre 1985)

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : QUARANTE ET UNIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 31 (A/41/31)



NATIONS UNIES

New York, 1986

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 8	1
II. ACTIVITES DU CONSEIL	9 - 18	3
III. PROGRAMME DE L'UNIVERSITE (JANVIER-DECEMBRE 1985)	19 - 143	5
A. Thème I : Paix, sécurité, résolution des conflits et transformation à l'échelle mondiale	20	5
Secteur de programme relatif à la paix et à la résolution des conflits	21 - 28	5
B. Thème II : Economie mondiale	29	8
Secteur de programme relatif à l'économie mondiale	30 - 35	8
C. Thème III : La faim, la pauvreté, les ressources et l'environnement	36	9
1. Secteur de programme relatif aux systèmes et politiques énergétiques	37 - 47	9
2. Secteur de programme relatif à la politique et à la gestion des ressources	48 - 63	12
3. Secteur de programme relatif à la relation alimentation-énergie	64 - 72	15
4. Secteur de programme relatif à l'alimentation, à la nutrition, à la biotechnologie et à la pauvreté	73 - 94	17
D. Thème IV : Développement humain et social et coexistence des peuples, des cultures et des systèmes sociaux	95	22
1. Secteur de programme relatif au développement humain et social	96 - 105	22
2. Secteur de programme relatif aux perspectives régionales	106 - 116	26

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
E. Thème V : La science et la technique et leurs incidences éthiques et sociales	117	29
Programme relatif à la science, à la technique et à la société informationnelle	118 - 127	30
Programme de recherche et de formation au Japon	128 - 134	36
Formation au Programme de l'Université	135 - 136	37
Diffusion dans le cadre du Programme de l'Université	137 - 143	37
IV. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET MOBILISATION DE FONDS ..	144 - 151	40
A. Développement institutionnel	144 - 149	40
B. Appels de fonds	150 - 151	41

ANNEXES

I. Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies	42
II. Coordonnateurs, membres du personnel supérieur et administrateurs, et directeurs et consultants principaux de programme de l'Université des Nations Unies	45
III. Membres du Conseil d'administration de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement	52
IV. Collaboration avec les organismes internationaux, universitaires et scientifiques	53
V. Liste des publications (janvier-décembre 1985)	60

I. INTRODUCTION

1. En 1985, l'Université des Nations Unies a terminé la quatrième année de sa Perspective à moyen terme 1982-1987, adoptée par le Conseil à sa dix-huitième session en novembre 1981. En 1985 également, elle avait 78 projets et sous-projets en cours au titre des cinq thèmes et neuf secteurs de programme de la Perspective à moyen terme :

- Paix et résolution des conflits
- Economie mondiale
- Systèmes et politiques énergétiques
- Politique et gestion des ressources
- Relation alimentation-énergie
- Alimentation, nutrition, biotechnologie et pauvreté
- Développement humain et social
- Perspectives régionales
- Science, Technique et société informationnelle

Cinq projets et sous-projets ont été achevés durant l'année, alors que cinq autres devaient l'être au début de 1986. La diffusion des résultats des recherches sous la forme de publications et le recours à d'autres médias tels que la vidéo se sont intensifiés. Le nombre des stagiaires et des méthodes de formation a augmenté. Les progrès considérables ont été accomplis au titre de la création des centres de recherche et de formation de l'Université elle-même, et ce avec le démarrage des activités de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (WIDER), après la nomination des membres de son conseil d'administration et de son premier directeur. Les travaux qui doivent conduire à la création de l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique et du centre de recherche et de formation au Japon ont eux aussi avancé substantiellement.

2. A la réunion annuelle de planification tenue en avril 1985, l'Université a, comme elle l'avait déjà fait en 1984, invité les directeurs de programme, les coordonnateurs de projet, les consultants, d'anciens boursiers et boursiers en cours de formation. Le nouveau Directeur du WIDER a également participé aux travaux. Les principaux points inscrits à l'ordre du jour étaient les thèmes appelés à faire l'objet des travaux du WIDER et un document sur la mise en place de réseaux de l'ONU établi par le Recteur pour la vingt-cinquième session du Conseil de l'Université. Une journée a été consacrée à l'étude des résultats de la première phase et des plans de la phase suivante du projet relatif à la gestion et à la planification des ressources énergétiques.

3. Le Comité spécial de l'ONU pour l'Afrique a terminé ses travaux en novembre 1985 par un colloque sur le thème de la science et la technique en Afrique dans le contexte du développement. Les actes de ce colloque formeront la base du rapport final du Comité, qui comprendra également un recueil de documents présentés aux deux colloques dudit comité et une bibliographie des domaines de travail examinés, le rapport devant être achevé au début de 1986. Ce projet a notamment permis d'identifier un noyau d'intellectuels africains qui remplit les fonctions de groupe de réflexion sur la crise en Afrique et opère dans une optique purement africaine. L'initiative de l'Université a incité des membres du groupe à prendre l'engagement de poursuivre l'étude de la crise par leurs propres moyens et dans la ligne de l'action menée par le Comité spécial.

4. L'Université compte à ce jour 39 institutions associées et plus de 100 groupes de recherche et de formation qui fonctionnent dans des établissements répartis parmi plus de 60 pays. Le nombre des boursiers de l'UNU en cours de formation est d'environ 125, dont 82 ont achevé leur stage en 1985. Au 31 décembre 1985, l'UNU avait formé environ 535 boursiers. Elle a publié 40 ouvrages scientifiques durant l'année.
5. Les plans relatifs à la construction du siège permanent de l'Université à Tokyo ont bien avancé. Les premières études que le Ministère de l'éducation a réalisées au titre des travaux préparatoires ont été achevées en mars 1985. Il s'agissait d'effectuer une étude générale des besoins architecturaux et de formuler des directives pour l'établissement de l'avant-projet. Des entretiens ont également eu lieu avec le Ministère japonais de l'éducation et la municipalité de Tokyo concernant le site choisi pour la construction du bâtiment.
6. L'Université a continué d'élargir le champ de ses activités de collaboration et de coopération avec d'autres institutions, organisations, universités et groupes participant à des activités de caractère international complémentaires de ses propres travaux. Les diverses modalités de coopération sont exposées dans les descriptifs de projet et à l'annexe IV du présent rapport.
7. Au 1er décembre 1985, le total des annonces de contributions aux Fonds de dotation et de fonctionnement faites par 42 gouvernements s'élevait à 177,2 millions de dollars des Etats-Unis, dont 147,3 millions avaient été reçus. En 1985, 14 gouvernements se sont engagés à verser et/ou ont déjà versé 11,7 millions de dollars. Pour l'exercice biennal 1984-1985, les dépenses s'établissaient au 31 octobre 1985 à 27 millions de dollars. Pour l'exercice biennal 1986-1987, elles ont été estimées à 44,7 millions.
8. Le Recteur de l'Université, M. Soedjatmoko, a été reconduit dans ses fonctions pour un mandat de deux ans à compter du 1er septembre 1985.

II. ACTIVITES DU CONSEIL

9. Le Conseil de l'Université des Nations Unies a tenu ses vingt-cinquième et vingt-sixième sessions en 1985 à Mexico, du 8 au 12 juillet, et à Tokyo, du 9 au 13 décembre, respectivement.

10. A la vingt-cinquième session, le Recteur a présenté verbalement un rapport sur les progrès accomplis depuis la vingt-quatrième session - rapport qui a fait l'objet d'un débat - et fourni des renseignements sur les activités de l'Université en Afrique; à la demande des membres du Conseil, il a en outre fait part de ses réflexions préliminaires sur la deuxième Perspective à moyen terme. Le Conseil a également entendu les rapports du Recteur sur la mise en place de réseaux et la mobilisation des ressources. Il a pris note du rapport intérimaire sur les activités du WIDER, présenté par le premier Directeur de cet institut. Il a pris note des rapports intérimaires sur le projet de création de l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique, sur le bâtiment du siège permanent de l'ONU à Tokyo et sur le projet de création d'un centre de recherche et de formation au Japon. Le Conseil a adopté un projet de statuts provisoires des activités de formation et de bourses de l'Université et manifesté son intention de poursuivre pendant deux années encore l'association de l'Université avec le Forum du développement.

11. Les travaux du Conseil à sa vingt-sixième session ont essentiellement porté sur le projet de programme et de budget pour l'exercice biennal 1986-1987, sur le rapport du Conseil de l'Université pour 1985 (janvier à décembre), sur la communication du Recteur consacrée à la diffusion et sur la coopération de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et de l'ONU. Le Conseil a examiné le rapport oral du Recteur dans lequel celui-ci traitait de propositions concernant les activités de l'Université au-delà de la Perspective à moyen terme 1982-1987. Le Conseil a également pris note des rapports intérimaires concernant l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique, le bâtiment du siège permanent de l'ONU à Tokyo et la création d'un centre de recherche et de formation au Japon.

12. A sa vingt-cinquième session, le Conseil a nommé institutions associées de l'Université les deux institutions suivantes :

Université de Sao Paulo (Brésil)
Université de Nairobi (Kenya)

13. A sa vingt-sixième session, le Conseil a élu ses président et vice-présidents pour l'année 1986 :

Président : M. Walter Joseph Kamba

Vice-Présidents : M. Bakr Abdullah Bakr
M. André Blanc-Lapierre
M. Yevgeniy M. Primakov
M. Alberto Wagner de Reyna
Mme Zhao Dihua

14. A cette même session, le Conseil a élu les présidents et membres suivants de ses comités pour l'année 1986 :

Comité sur le développement institutionnel et programmatique :

M. André Blanc-Lapierre (président)
Mme Marie-Thérèse Basse
M. Yevgeniy M. Primakov

Comité sur les finances et le budget :

M. Bakr Abdullah Bakr (président)
M. Bashir Bakri
Mme María de Lourdes Pintasilgo

Comité sur les statuts, règlements et directives :

Mme Mercedes Concepción (présidente)
M. Jozsef Bognar
Mme Zhao Di'hua

Comité sur le rapport du Conseil :

M. Gerald C. Lalor (président)
M. Helge Gyllenberg

15. Les autres membres des trois premiers comités susmentionnés seront nommés lors de la session de juillet 1986 parmi les membres du Conseil qui seront nouvellement nommés le 3 mai 1986.

16. A sa vingt-cinquième session, le Conseil a accueilli deux nouveaux membres nommés en mai 1985 : M. Helge Gyllenberg et M. Gerald C. Lalor. (Pour la liste complète des membres du Conseil et de ses comités, voir l'annexe 1 du présent rapport.)

17. A sa vingt-cinquième session, tenue à Mexico, le Conseil a organisé un colloque sur les futures perspectives de l'Amérique latine en lieu et place du colloque habituel afin de permettre la participation de spécialistes locaux et d'autres spécialistes de la région. Huit conférenciers avaient été invités à prendre la parole autour de quatre thèmes : MM. Jorge Ruiz Lara et Gert Rosenthal (aspects économiques); Marcel Roche et Daniel Resendiz (science et technique); Pablo Gonzalez Casanova et Helio Jaguaribe de Mattos (aspects socio-politiques), et Rodolfo Stavenhagen et Nestor García Canclini (aspects socio-culturels). M. Victor Urquidi, président du Conseil, a été l'animateur des débats. Après le colloque, M. Sergio Gonzalez Galvez, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats Unis du Mexique au Japon, a fait une conférence publique sur la paix et la sécurité en Amérique latine.

18. A sa vingt-sixième session, le colloque du Conseil a porté sur le dixième anniversaire de l'ONU. Trois conférenciers étaient invités : MM. Roger Gaudry, James M. Hester et C. V. Narasimhan. M. Victor Urquidi, président du Conseil, a été l'animateur des débats.

19. Le programme de l'Université au titre de la Perspective à moyen terme 1982-1987 a pour objet de trouver une solution, à travers cinq thèmes et neuf secteurs de programme, aux problèmes inséparables de la paix et du progrès, et ce à trois niveaux : a) qualité matérielle de la vie, b) répartition des ressources, et c) structures à long terme de la société et processus de changement. Le programme a pour but essentiel de faire mieux comprendre la dynamique du développement, qui englobe le bien-être et la survie, et de contribuer à l'amélioration du niveau de vie matériel des populations. On vise à la mise au point d'instruments théoriques et pratiques permettant aux individus, aux institutions et aux Etats de prendre une part constructive aux activités de développement. Consciente de la nécessité de rendre ces instruments accessibles en théorie et en pratique aux intéressés, l'Université accorde également une place importante dans son programme à la formation et à la diffusion, sans oublier l'étude de la théorie de l'acquisition de connaissances.

A. Thème I : Paix, sécurité, résolution des conflits
et transformation à l'échelle mondiale

20. Ce thème couvre un domaine complexe auquel s'intéressent beaucoup l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées. L'approche de l'ONU consistait à faire mieux comprendre et résoudre les problèmes découlant de l'interaction des changements survenant au niveau international, d'une part, et aux niveaux régional, national et local. Les travaux correspondants relèvent d'un seul secteur de programme.

Secteur de programme relatif à la paix et à la résolution des conflits

21. Dans ce secteur, les experts étudient les causes de l'insécurité et de la vulnérabilité croissantes des collectivités, des nations et du système international, et en particulier les conflits entre systèmes de pouvoir et groupes dont l'objectif est de rendre ces systèmes plus justes et plus humains. Les recherches ont lieu dans le cadre d'un grand projet assorti de plusieurs sous-projets, et de trois projets plus limités.

a) Paix et transformation à l'échelle mondiale

22. Cet important projet vise à identifier les tendances qui poussent actuellement le monde vers les conflits et vers la guerre et le détournent des transformations souhaitables, et à formuler des recommandations concernant des méthodes d'intervention plus efficaces. Il se présente sous la forme d'études des relations existant entre six grands aspects des problèmes mondiaux contemporains. Il s'agit des aspects suivants : a) conflits sur les ressources naturelles; b) sécurité, vulnérabilité et violence; c) droits de l'homme et survie culturelle dans un monde pluraliste en transformation; d) rôle de la science et de la technique dans le maintien de la paix et la transformation; e) rôle de l'Etat dans le maintien de la paix et la transformation à l'échelle mondiale, et f) crise économique mondiale.

23. Le projet relatif à la paix et à la transformation à l'échelle mondiale comprend un sous-projet spécial intitulé "Paix et sécurité régionales dans le tiers monde et en Europe". L'objet du projet est de dégager, sur le plan régional, les problèmes et les perspectives au regard de la paix et de la sécurité dans l'optique des recherches effectuées par les scientifiques des diverses régions.

Des études ont été examinées à l'occasion de quatre réunions régionales, à savoir au Costa Rica pour l'Amérique latine, en Ethiopie pour l'Afrique, en Union des Républiques socialistes soviétiques pour l'Asie, et en Autriche, afin d'analyser la situation en Europe orientale et en Europe occidentale et ses incidences sur le tiers monde. Les participants ont également étudié des projets relatifs à la mise sur pied de mécanismes institutionnels et autres pour la résolution des conflits régionaux et élaboré une liste de recherches à effectuer en coopération. Les résultats de ces études constituent également la contribution de l'Université à l'Année internationale de la paix proclamée par l'Organisation des Nations Unies et il en a été tenu compte dans le cadre d'une série de séminaires régionaux organisés par l'ONU pour préparer ses activités en 1986.

Conflits sur les ressources naturelles. Il s'agit d'une étude portant sur les systèmes d'exploitation des ressources naturelles en vigueur. Le problème est notamment considéré sous l'angle de la militarisation, des crises économiques mondiales et sous l'angle socio-culturel, et aussi quant aux conséquences pour la paix et le développement à l'échelle mondiale. Après des études régionales effectuées dans le passé en Afrique et en Asie, une étude sous-régionale a été entreprise en Inde concernant les ressources terrestres, aquatiques et minérales. On a également entrepris une étude sur les conflits intéressant l'espace extra-atmosphérique, dans le cadre du projet relatif à l'utilisation permanente de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques. Deux autres études, la première sur les conflits provoqués par les pénuries alimentaires et la seconde concernant les aspects juridiques des conflits sur les ressources, ont commencé à la fin de 1984 et se sont poursuivies en 1985. Durant cette période, on a aussi effectué des études sur les conflits en Amérique latine et en Europe orientale. Toutes ces études seront terminées d'ici la fin de 1985.

Sécurité, vulnérabilité et violence. Une série d'études sur la "politique de bloc" a commencé en Europe occidentale à compter du milieu de 1983. Une conférence sur la sécurité Est-Ouest en Europe a été convoquée en octobre 1985. Dans le même temps a été lancée une étude sur le concept de la "sécurité des peuples". Des recherches ont été faites sur le processus de militarisation en Amérique latine et, en novembre 1985, s'est tenu un séminaire régional sur le rôle de l'Etat au regard de la sécurité en Amérique latine. Une étude spéciale sur la technologie militaire, la stratégie et la course aux armements sera publiée au début de 1986. De même, une étude sur le parti des "verts" en Allemagne de l'Ouest est quasiment finie. Le rapport relatif à une étude concernant les problèmes de sécurité au Moyen-Orient est maintenant prêt. Un don de la Fondation Ford a permis d'entamer les premières études de la militarisation en Asie. Enfin, quatre étudiants diplômés bénéficient d'une formation selon une nouvelle méthode de formation adoptée par l'ONU.

Droits de l'homme dans un monde en transformation. Des recherches sur la façon dont les tribus perçoivent le "monde extérieur" ont commencé en 1984 dans le cadre des travaux d'un réseau en Asie du Sud. Des réseaux africains et latino-américains ont entrepris de leur côté d'étudier cet aspect des choses. Une étude indépendante sur les droits de l'homme et le développement qui a commencé à la fin de 1984 se poursuivra.

Rôle de la science et de la technique dans le maintien de la paix et la transformation. Ce sous-projet a commencé par l'étude des relations entre les programmes scientifiques et techniques civils et les activités de

recherche-développement à des fins militaires. On examinera les conséquences de ces activités sur le plan de l'éthique ainsi que l'évolution de la conscience écologique et l'influence de cette dernière sur les priorités arrêtées en matière de recherche-développement. En 1985, on a : a) tenu le Séminaire international de Tokyo sur la paix, la science et la technique (février), et b) préparé pour la publication deux volumes résultant du sous-projet ayant pour sujet "science et violence". Une étude sur la recherche-développement à des fins militaires, étude qui couvre tous les aspects militaires et technologiques, sera également éditée pour publication.

24. L'ONU poursuit en outre en coopération avec d'autres organisations des activités liées à la recherche de la paix (aspects administratifs de la prévention du crime, utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, sécurité et développement).

b) Aspects administratifs de la prévention et de la répression du crime ordinaire

25. Huit études de cas comparées ont été menées à bien au titre de ce projet en 1985, en Colombie, au Costa Rica, au Japon, au Kenya, au Nigéria, en Pologne, à Singapour et en Thaïlande. Les rapports définitifs correspondants ont été présentés et discutés par les chercheurs participants lors d'une dernière réunion de projet organisée en août 1985 à Rome par l'Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale. Un rapport succinct des débats a été soumis au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à la fin du mois d'août 1985 à Milan (Italie). Ces études transculturelles et axées sur les politiques analysent les tendances du crime ordinaire dans les zones urbaines des pays sélectionnés, les stratégies mises en oeuvre par l'Etat et les collectivités pour prévenir et combattre ces délits, la mesure dans laquelle la prévention du crime est intégrée à la planification et aux politiques à l'échelle nationale, la police urbaine et le degré d'efficacité des systèmes de justice pénale. On prévoit de consigner les conclusions générales et recommandations spécifiques dans la publication qui résultera du projet.

c) Préservation de l'espace extra-atmosphérique pour des utilisations pacifiques

26. L'ouvrage intitulé "Préservation de l'espace extra-atmosphérique pour des utilisations pacifiques", produit de la réunion d'experts tenue en mars 1984 à La Haye, a été bien reçu et l'on y voit une importante contribution à l'analyse des problèmes et aux débats et négociations en cours concernant l'élaboration d'un droit et d'instruments juridiques internationaux qui permettrait de réserver l'espace extra-atmosphérique à des utilisations pacifiques.

27. Les organismes internationaux et les experts scientifiques qui s'intéressent directement au problème ont vivement recommandé que l'Université poursuive ses activités dans ce domaine. Plusieurs propositions ont été examinées, notamment l'élaboration d'un projet de convention internationale réservant l'espace extra-atmosphérique à des utilisations pacifiques, en procédant, comme on l'a fait avec succès, pour élaborer le Traité de 1967 sur l'espace extra-atmosphérique. A la lumière des propositions récemment faites à l'Assemblée générale des Nations Unies, il fallait attendre les résultats des délibérations de l'Assemblée à sa quarantième session (donc la fin de 1985) pour prendre une décision définitive concernant les activités à réaliser durant la prochaine période biennale. Les

détails du programme de travail devaient être examinés lors d'une réunion d'experts gouvernementaux, scientifiques et intergouvernementaux prévue pour le début de 1986, ainsi qu'à l'occasion de consultations additionnelles avec les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux intéressés.

d) Sécurité et développement

28. Ce projet traite de questions de "deuxième génération" concernant la relation entre la sécurité et le développement. Durant l'année, le comité directeur a précisé la direction à donner au projet et désigné les personnes chargées d'élaborer 10 études spécifiques. A une réunion en octobre, les projets correspondants ont été examinés avec leurs auteurs et l'on a défini des approches communes. Cinq sujets additionnels ont été retenus pour être traités dans l'étude d'ensemble et seront attribués en 1986. En décembre, quatre études de cas régionales ont été reçues; elles portaient sur les problèmes de sécurité et de développement dans le contexte de l'Organisation de l'unité africaine, de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, du Conseil de coopération du Golfe et du Groupe de Contadora. Elles ont toutes les quatre été transmises à la Commission Palme, qui les utilisera comme documents de référence pour ses délibérations sur la sécurité régionale en janvier 1986.

B. Thème II : Economie mondiale

29. On admet ici que les forces économiques qui se manifestent dans le monde sont à la fois puissantes et imprévisibles et qu'elles peuvent sérieusement endommager ou entraver les politiques économiques nationales en matière d'objectifs du développement. Les travaux correspondants devraient permettre de mieux cerner les forces en jeu dans l'économie mondiale et de déterminer la manière dont la politique peut influencer sur elles, de concevoir des institutions propres à mobiliser l'appui nécessaire à l'obtention d'avantages communs et de mieux comprendre les moyens à mettre en oeuvre pour traiter plus efficacement les problèmes économiques internationaux.

Secteur de programme relatif à l'économie mondiale

a) Modèles de développement économique pour les pays en développement riches en ressources

30. Le but de ce projet est de contribuer à la formulation de stratégies économiques politiquement viables qui permettent d'obtenir une croissance rapide en même temps qu'une amélioration de la répartition des revenus. Au titre du projet, dont l'objet est d'élaborer une série de modèles économiques de caractère général pour les pays en développement riches en ressources, des études de cas ont été faites en Australie, au Brésil, au Cameroun, en Colombie, au Ghana, en Indonésie, en Malaisie et en Thaïlande; elles seront toutes présentées à un séminaire qui se tiendra à Bangkok à la fin de 1985.

b) Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (WIDER)

31. Le programme de travail 1985-1986 de l'Institut et les trois thèmes de recherches ont été approuvés par le Conseil d'administration du WIDER à sa réunion fin mai. Ces thèmes sont les suivants : I. La faim et la pauvreté - Le milliard

d'habitants le plus pauvre; II. La monnaie, les finances et le commerce - des réformes pour le développement à l'échelle mondiale; III. Le développement et la transformation technologique - La gestion du changement.

32. Les recherches au titre du thème intitulé "La faim et la pauvreté - Le milliard d'habitants le plus pauvre" porteront initialement sur deux grands domaines, à savoir les stratégies alimentaires et les politiques agricoles dans les pays en développement d'une part et les indicateurs économiques et sociaux d'autre part. Un conseiller de recherche a été désigné et un programme de travail mis en place. Une conférence d'orientation prévue pour l'été 1986 aboutira à l'élaboration d'une monographie.

33. Les recherches au titre du thème intitulé "La monnaie, les finances et le commerce - Des réformes pour le développement à l'échelle mondiale" couvriront trois sujets : programmes et politiques de stabilisation et d'ajustement dans les pays en développement et rôle des institutions financières internationales; politiques macro-économiques globales; et commerce et investissement internationaux : les intérêts des pays en développement. Un groupe consultatif sur les problèmes économiques internationaux s'est réuni fin octobre à Helsinki pour étudier des questions de politique internationale et mettre au point les suggestions de recherche adoptées par le Conseil d'administration du WIDER. Une réunion de planification sur les politiques macro-économiques mondiales s'est tenue en août, et une autre, en novembre, sur les programmes et politiques de stabilisation et d'ajustement dans les pays en développement et le rôle des institutions financières internationales.

34. On a commandé des monographies pour une étude concernant le premier sujet de recherche sous le thème du développement et de la transformation technologique dans les sociétés traditionnelles, et ce, en vue de l'organisation en 1986 d'une conférence sur ce sujet qui aboutira à une publication. A l'étude prendront part des économistes et des anthropologues. A la suite d'une réunion de planification tenue en novembre pour examiner d'autres sujets on a commandé des études sur deux pays nouvellement industrialisés, le Brésil et la République de Corée.

35. Il convient également de signaler la Conférence sur la dette, la stabilisation et le développement, qui réunira en 1986 à Helsinki des économistes représentant un large éventail de points de vue.

C. Thème III : La faim, la pauvreté, les ressources et l'environnement

36. Ce thème couvre quelques-uns des facteurs les plus importants dont il faut tenir compte pour améliorer les conditions de vie d'un vaste secteur de la population mondiale. A ce titre, des travaux sont exécutés dans quatre domaines.

1. Secteur de programme relatif aux systèmes et politiques énergétiques

37. Ce programme, qui traite de la nécessité de trouver des sources d'énergie appropriées à bon marché vise à la mise au point du concept de systèmes énergétiques intégrés et de la méthodologie correspondante, la transmission aux planificateurs et techniciens du secteur de l'énergie dans les pays du tiers monde des données dont ils ont besoin, et la formation de ces planificateurs et techniciens.

a) Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET)

38. La principale activité au titre de ce projet en 1985 a été la publication mensuelle de la revue ASSET. De plus, le centre d'échanges créé en 1982-1983 par le réseau ASSET et financé par l'Unesco continue de diffuser des documents inédits sur l'énergie qui sont produits dans le tiers monde.

b) Planification et gestion de l'énergie

39. La première phase de ce projet est axée sur l'étude de problèmes particuliers de planification énergétique dans les pays en développement ainsi que sur l'élaboration de programmes d'enseignement et de formation à l'intention de décideurs, d'ingénieurs et de techniciens de haut niveau de pays en développement qui se spécialisent dans la planification et la modélisation énergétiques. Les travaux ont été effectués par l'Instituto de Economia Energética de la Fundación Bariloche (Argentine), la Cordenacao dos Programmas de Post-Graduacao de Engenharia (COPPE) de l'Universidade Federal do Rio de Janeiro (Brésil), l'Institut économique et juridique de l'énergie de l'Université de Grenoble (France), le Tata Energy Research Institute (Inde) et l'Universidad de Chile (Chili) (avec l'appui du Centre de recherches pour le développement international au Canada). Parallèlement, la Communauté économique européenne (CEE) a parrainé avec le concours de centres européens plusieurs études de cas complémentaires dans les pays en développement.

40. Un séminaire rassemblant des chercheurs des institutions qui participaient au projet s'est tenu en avril 1985 au Centre de l'Université pour présenter les résultats de la première phase du projet. A cet égard, les chercheurs ont souligné la nécessité d'agir sur la demande plutôt que de chercher à optimiser la production. Cette nécessité est liée aux besoins sociaux et aux objectifs de développement. La phase suivante permettra d'appliquer la méthodologie mise au point sur le terrain dans les pays en développement et elle comprendra la dispense d'une formation à la planification de l'énergie principalement dans les institutions participantes.

c) Association des systèmes intégrés d'énergie rurale

41. Une fois lancée l'Association, on a ressenti la nécessité d'exécuter une série de petits projets en vue de promouvoir la mise au point et l'essai de nouvelles techniques énergétiques et de nouveaux systèmes de contrôle ainsi que l'élaboration d'un manuel sur les systèmes intégrés d'énergie rurale. C'est ainsi que des membres du réseau et, s'il y a lieu, des organisations extérieures entreprennent de petits projets. Une technique de purification de l'eau par énergie solaire, un dispositif de dessalement par énergie éolienne, des briquettes de combustible fabriquées à partir de déchets agricoles et des fours à haut rendement alimentés par du bois de chauffage sont au nombre des premières innovations actuellement mises au point ou expérimentées.

d) Appui aux réseaux de recherche sur les sources d'énergie renouvelables

42. Une vidéocassette très complète sur le système chinois de biogaz dans la commune de Xinbu, destinée aux zones rurales du Guyana, a été achevée en février 1984 et utilisée pour la première fois en février 1985. Les premiers digesteurs de biogaz ont été construits en Guyana sur la base du modèle chinois.

Cette vidéocassette, qui illustre pour les Guyaniens des régions rurales les possibilités qu'offrent les systèmes à biogaz, est mise à la disposition d'autres pays en développement dans diverses langues locales. (Voir également "La mise en place de réseaux villageois", par. 121.)

43. Les recherches sur les biocombustibles, effectuées à l'Institut de conversion énergétique de Guangzhou (Chine) avec l'appui de l'Université et qui ont commencé en 1983, se poursuivent. Elles couvrent a) l'évacuation des eaux usées organiques industrielles solubles au moyen de digesteurs à absorption continue, b) les systèmes de biogaz pour un nouveau village énergétique, c) de nouvelles techniques de digestion par anaérobies, d) l'écologie des micro-organismes qui interviennent dans la digestion par anaérobies, e) la technologie de gazéification de la biomasse solide, et f) les moteurs à combustion interne alimentés au biogaz pour la production d'énergie électrique.

e) Recherches sur l'énergie et évaluation des techniques

44. Les travaux du Groupe de recherches sur l'énergie, effectués conjointement avec le Centre de recherche pour le développement international, au Canada, s'achèvent cette année. Des documents commandés par le groupe, 103 sont terminés et ils ont été utilisés pour faciliter l'élaboration d'un rapport de synthèse. Cet avant-projet de rapport a été achevé en juillet 1985 et débattu à une réunion qui s'est tenue en août 1985 en Colombie. Le deuxième projet de rapport sera étudié à une réunion à Tokyo en décembre 1985 et le texte définitif approuvé à une réunion qui se tiendra au Canada en mars 1986.

45. A partir des priorités identifiées et d'autres données compilées sur la base des travaux du Groupe, on élabore actuellement un projet en vue d'évaluer certaines recherches et techniques énergétiques. Pour chaque sujet retenu sur la base d'une sélection annuelle, des renseignements détaillés sur les procédés techniques en vigueur seront collectés, examinés, analysés et évalués par une petite équipe d'experts. Ils permettront également de recenser, au stade de la recherche, les techniques prometteuses, tant sur le plan technique que sur le plan économique, et d'estimer la date de leur commercialisation. Les programmes de recherche et de formation que les pays en développement devraient entreprendre pour mettre à profit ces techniques seront inclus dans l'évaluation.

f) Formation aux systèmes et politiques énergétiques

46. Au 1er décembre 1985, 11 boursiers et un boursier spécial avaient achevé leur formation tandis que 27 la poursuivaient.

g) Publications

47. En 1985, les publications ci-après ont paru :

a) Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET), volume 6, Nos 9 et 10;

b) INDEX, volume 6;

c) Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET), volume 7, Nos 1 et 8;

d) "Energy Conserving Technologies for the Post-Harvest System", publié sous la direction d'Augustyn Wos et Tomasz Lonc (Éditeurs agricoles et forestiers de l'Etat, Varsovie).

2. Secteur de programme relatif à la politique
et à la gestion des ressources

48. Utilisant les "systèmes de ressources" comme base conceptuelle, ce programme porte sur des recherches concernant les problèmes que pose l'utilisation des ressources dans des environnements donnés, le but étant de formuler des concepts généraux en ce domaine et d'élaborer des politiques et des directives en matière de gestion.

a) Les systèmes agroforestiers : solution de rechange à la destruction des forêts tropicales

49. Dans le domaine agroforestier, il importe non seulement d'évaluer scientifiquement la production et la viabilité des pratiques agroforestières traditionnelles, mais aussi de former des chercheurs de pays tropicaux en développement. L'agroforesterie offre d'énormes possibilités d'améliorer le sort des quelque 400 millions d'habitants qui pratiquent de nos jours une agriculture itinérante et d'aider à satisfaire les besoins de plus en plus grands en aliments, en bois d'oeuvre et en combustible. L'objectif global de ce projet est de mettre au point des combinaisons arboriculture/agriculture/élevage qui préservent la productivité du sol moyennant un investissement minimal en engrais, tout en assurant la satisfaction des besoins essentiels de l'agriculteur et en étant économiquement viables.

50. En 1984-1985, ont été achevées au Centre agronomique tropical de recherche et d'enseignement - principal centre de recherche et de formation participant à cet effort à l'échelle mondiale - les recherches sur les systèmes café-Erythrina-Cordia dans la zone pilote de La Suiza et l'étude de productivité goyave-pâturage; les documents connexes ont été soumis pour évaluation et publication. Un manuel fondé sur un cours antérieur intensif de brève durée consacré aux méthodes de recherche agroforestière a été publié tandis que la formation de boursiers se poursuivait. Dans la ligne des travaux antérieurs, un projet combiné de recherche et de formation a été entrepris en coopération avec l'Université du Pacifique sud et le Centre Est-Ouest en vue de mesurer les niveaux de productivité de systèmes agroforestiers largement utilisés ou très prometteurs dans le Pacifique sud. Un séminaire sur les utilisations d'arbres polyvalents dans les systèmes agroforestiers a été coparrainé en juin 1985 par l'Union internationale des organisations de recherche forestière et de l'Office allemand de coopération technique.

51. Le séminaire international sur les systèmes agroforestiers de jardins familiaux en milieu tropical (décembre 1985) permettra de broser un tableau général de l'état d'avancement des recherches concernant ces jardins et de leurs applications, et d'établir un plan de travail qui servira de canevas pour la formulation de futurs projets de recherche.

b) Systèmes d'interaction hautes terres-basses terres

52. L'accroissement rapide de la population et les changements qui en sont résultés au regard de l'utilisation des terres dans les régions montagneuses tropicales ont mis en relief le problème que pose l'instabilité généralisée des

sols. Une mauvaise gestion des terres risque d'aggraver les phénomènes, naturels par ailleurs, que constituent les éboulements et l'érosion. Le projet a pour but d'améliorer autant que faire se peut la compréhension des liens physiques, sociaux et économiques existant entre l'utilisation des ressources dans les hautes terres et ses effets sur les hautes terres elles-mêmes et sur les basses terres adjacentes. Il aboutira à des directives pour la formulation de stratégies de gestion appropriées en vue de conserver les ressources en terres dans les régions montagneuses tropicales et d'assurer un développement économiquement viable et durable.

53. S'agissant du sous-projet relatif aux risques en montagne au Népal, les travaux cartographiques sur le terrain concernant la région de Khumbu ont été achevés et l'analyse des données est en cours.

54. Les recherches sur la conservation des sols dans les plateaux éthiopiens sont exécutées par l'Université de Berne en association avec l'ONU, avec un financement de l'Agence suisse de développement. Les premières phases des travaux sur le terrain se sont terminées pour le projet équatorien relatif à l'étude de l'érosion des sols et à ses effets en aval. Des travaux sur le terrain ont été réalisés dans le cadre de l'enquête sur l'érosion des sols et les ressources naturelles renouvelables dans les montagnes de Hengduan en Chine.

55. Pour ce qui est de l'étude sur les conflits en matière d'utilisation des ressources de l'Himalaya et du Gange, le document d'information de base et les études de cas sont près d'être terminés. Ils seront présentés en avril 1986 à un séminaire.

c) Utilisation des ressources dans les établissements frontaliers et pilotes

56. Les établissements pilotes jouent un rôle important dans le développement des régions inhabitées ou à population clairsemée. Dans le passé, ils ont fourni un espace vital à des populations en expansion et fait monter la production alimentaire et celle des cultures de rapport. Malheureusement, de nombreux établissements d'origine récente, souvent situés sur des terres marginales, n'ont pas répondu aux espoirs des colons et des planificateurs de l'Etat. Il ne reste donc plus que quelques établissements pilotes en activité, dont les plus importants se trouvent dans la zone des forêts tropicales humides. Pour garantir une bonne planification de ces régions écologiquement importantes, il est indispensable de mieux comprendre la dynamique des établissements frontaliers et pilotes.

57. Le projet a pour but de déterminer les incidences écologiques de diverses modalités d'établissement et de définir les systèmes qui ont un effet destructeur minimal sur l'environnement. Il comporte l'évaluation intégrée des facteurs économiques, culturels et politiques ainsi que des schémas d'exploitation des ressources naturelles. La dynamique des établissements frontaliers est examinée en vue de déterminer quelles combinaisons de variables interdépendantes - des paramètres biophysiques aux initiatives personnelles et aux interventions de l'Etat - ont des chances de donner de bons établissements. Après la réunion en novembre 1983 du Groupe de travail, des études de cas ont été entreprises au Brésil, en Colombie, au Costa Rica, en Côte d'Ivoire, au Ghana et en Malaisie. Un séminaire de projet dont l'objet était d'examiner les rapports et d'arrêter d'éventuelles activités de suivi a eu lieu en septembre 1985.

d) Préparatifs pour la création de l'Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique

58. Pour ce qui est dudit Institut, on se reportera à la section IV du présent rapport, paragraphes 145 à 148.

e) Interactions climatiques, biotiques et humaines dans les régions tropicales humides

59. La possible mutation des régions tropicales humides au cours des prochaines décennies suscite une grande préoccupation. Et partant, non seulement on n'a pas acquis une bonne compréhension scientifique du système naturel mais encore on manque d'un chiffre universellement accepté quant aux taux actuels de déboisement des régions tropicales humides. Il est indispensable de rassembler de nombreuses données sur les forêts tropicales humides, en particulier leur interaction avec l'atmosphère et le climat, et sur les effets de l'activité de l'homme sur le fonctionnement du système climat-forêts tropicales.

60. Le projet répond aux objectifs suivants : a) contribuer à la mise en place d'une base scientifique solide en vue de bien comprendre les interactions entre les différents éléments du système susmentionné et les effets de l'activité de l'homme sur lui moyennant un effort international coordonné de la part des experts et des institutions intéressés dans les pays industrialisés et dans les pays en développement des régions tropicales humides; b) appuyer dans les pays en développement intéressés des travaux de recherche qui faciliteront l'exécution du projet et renforceront les capacités scientifiques de ces pays; et c) fournir aux planificateurs et aux scientifiques les instruments dont ils ont besoin pour planifier et mettre en valeur les forêts tropicales humides. Au titre de ce programme pluridisciplinaire, l'Université oeuvre en étroite collaboration avec d'autres organisations des Nations Unies et organismes non gouvernementaux tels que la FAO, l'Unesco, l'OMM, l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, l'Union internationale des sciences biologiques (UISB), l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN) et le Comité scientifique chargé des problèmes de l'environnement (SCOPE), dont elle complète également les programmes, et elle appuie surtout les projets que les organisations intergouvernementales des Nations Unies ne peuvent pas exécuter facilement.

61. Un certain nombre d'activités ont déjà été lancées. Un sous-projet sur les effets nocifs du déboisement et de l'utilisation des terres sur le sol, l'hydrologie, le microclimat et la productivité dans les régions tropicales humides a commencé en décembre 1983 à proximité de Benin City (Nigéria) en coopération avec l'Institut international d'agriculture tropicale, au Nigéria. Un deuxième sous-projet sur les effets des variations climatiques et l'évolution de la production alimentaire dans les Andes équatoriennes a commencé en 1984 en coopération avec des scientifiques équatoriens et avec l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués en Autriche. Un troisième sous-projet, destiné à mettre au point un chromatographe à gaz simple et bon marché pour l'analyse des gaz du sol en est arrivé au stade où deux modèles de l'appareil sont déjà terminés et en cours d'essai sur le terrain au Nigéria. Les plans de production de cet appareil ont été confiés à un important fabricant américain de matériel scientifique. Une série de conférences internationales ont eu lieu sur des sujets d'actualité qui revêtent une grande importance pour les régions tropicales humides avec la participation d'experts de renom dans des disciplines très variées.

La première, qui s'est déroulée au Brésil, a abouti à une publication qui paraîtra au début de 1986; un rapport préliminaire de cette conférence a été publié dans le numéro de novembre 1985 de Travaux en cours. Un des principaux résultats obtenus grâce à la Conférence est l'élaboration au niveau conceptuel d'une nouvelle discipline scientifique, la géophysiologie. Etoffé lors d'une réunion ultérieure aux fins de publication, le nouveau concept a fait l'objet d'un manuel rédigé par un membre du comité directeur de ladite conférence.

f) Formation à la politique et à la gestion des ressources

62. Au 1er décembre 1985, 10 boursiers avaient achevé leur formation et 14 la poursuivaient.

g) Publications

63. En 1985, les publications ci-après sont parues :

a) "Arid Zone Settlement in Australia: A Focus on Alice Springs", par D. N. Parkes, I. H. Burnley et S. R. Walker;

b) "Natural Resources and Rural Development in Arid Lands: Case Studies from Sudan", publié sous la direction de H. R. J. Davies;

c) "Natural Resources Development in the Sahel: The Role of the United Nations System", par Lee H. MacDonald;

d) Mountain Research and Development, volume 5, Nos 1 à 4;

e) "Regional Planning in Different Political Systems", publié sous la direction de Karlheinz Hottes, Derek R. Diamond et Wu Chuan-chun (Département de géographie de l'Université de la Ruhr, à Bochum (République fédérale d'Allemagne);

3. Secteur de programme relatif à la relation alimentation-énergie

64. Dans ce secteur, l'UNU étudie les relations alimentation-énergie ainsi que leurs conséquences pour les options de politique générale et la planification intégrée du développement.

a) Politiques et stratégies concernant les interactions alimentation-énergie

65. Les activités au titre de ce projet ont été organisées sous deux grands thèmes : planification en vue de renforcer l'autosuffisance alimentaire et énergétique en milieu urbain, et élaboration et exécution de programmes intégrés d'alimentation et d'énergie adaptés aux écosystèmes. Le projet couvre cinq domaines : a) profil énergétique du système alimentaire; b) programmes intégrés alimentation-énergie; c) alimentation, énergie et travaux quotidiens de la femme; d) autosuffisance alimentaire et énergétique en milieu urbain; et e) modélisation globale alimentation-énergie.

66. A ce jour, six rapports décrivant les résultats des recherches en cours ont été publiés dans le cadre de la série des publications sur la relation alimentation-énergie. Deux numéros de bulletin ont déjà paru et les actes de la Conférence de Brasilia sur les écosystèmes, l'alimentation et l'énergie sont en cours de publication en portugais (le rapport étant également publié en anglais).

Comme les années précédentes, le séminaire pour étudiants diplômés sur les problèmes relatifs à la relation alimentation-énergie s'est tenu en 1985 à l'Ecole des hautes études en sciences sociales à Paris. Les réactions des milieux scientifiques et gouvernementaux et des communautés locales montrent que la relation alimentation-énergie suscite un intérêt considérable. Les activités décrites ci-dessous ont été entreprises en 1985.

b) Ecosystèmes et diversité culturelle

67. Ce projet porte sur l'analyse des modes d'utilisation des ressources, pour ce qui est en particulier des aliments et des combustibles. Nombreuses sont les régions aux conditions écologiques similaires qui ont toutefois des cultures assez différentes, d'où diversité des schémas d'utilisation des ressources. L'étude comparée de cette situation pourrait aider les régions à améliorer la production et l'utilisation tant des aliments que de l'énergie. La première phase du projet est en cours (préparation de directives et de mécanismes visant en un échange de scientifiques entre l'Université fédérale d'Alagoas, au Brésil, et l'Institut Marega, à Sri Lanka). Elle se présente sous la forme d'un projet modèle qui resservira pour d'autres écosystèmes et pays durant les deux prochaines années.

c) Systèmes intégrés alimentation-énergie

68. Le principal projet dans ce domaine est le programme brésilien des collectivités agro-énergétiques que finance la Financiadora de Estudos e Projetos (FINEP) (organisme fédéral chargé de financer les recherches). Il s'agit de la mise en oeuvre la plus complète à ce jour de toutes les approches fondées sur la relation alimentation-énergie, et elle fait intervenir de nombreux organismes de recherche-développement au Brésil. Dans le cadre d'une mission effectuée à Managua au milieu de 1985, un consultant a étudié la possibilité d'utiliser les déchets organiques des marchés de denrées alimentaires de cette ville pour produire du fourrage. Parmi d'autres activités dans ce domaine, on signalera l'envoi au Rwanda en novembre 1985 d'une mission préliminaire chargée de recenser les moyens d'améliorer les systèmes alimentation-énergie en vigueur dans ce pays à forte densité de population.

d) Autres stratégies d'urbanisation

69. Le Centro de Estudos e Documentação para Acao Convenitaria a achevé cette année à Osasco (Brésil) un projet consacré à l'élaboration d'une stratégie d'urbanisation tenant compte de l'environnement. Un autre projet, exécuté en collaboration avec la Fondation internationale pour un autre développement (FIDAP), est celui de la première édition d'un répertoire sur l'autosuffisance urbaine, paru récemment. Il est prévu que les travaux se poursuivront en 1986 à la Fondation en vue de la publication en 1987 d'une version actualisée du répertoire sous la forme d'un ouvrage ordinaire.

70. Un important projet de recherche sur la relation alimentation-énergie, et qui a commencé à donner des résultats en 1985, est celui consacré à la formulation d'autres stratégies visant à améliorer la disponibilité des ressources alimentaires et énergétiques dans les villes argentines; il est exécuté par le Centro de Investigaciones de Energia, Desarrollo y Ambiente à Buenos Aires. Un projet en cours est celui de Mexico portant sur l'autosuffisance alimentaire et énergétique et l'autosuffisance en équipements collectifs, exécuté par l'Instituto de Fomento de la Casa Mexicana, A. C. Un autre nouveau projet, exécuté cette fois en

collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), concerne l'évaluation des connaissances, données et expériences de l'Amérique latine en matière d'innovations alimentaires et énergétiques en milieu urbain. Un séminaire sur les moyens d'améliorer l'utilisation des ressources urbaines s'est tenu au National Research Council à Washington avec la coopération du Conseil pour la science et la technique au service du développement international. Il a rassemblé des représentants de réseaux internationaux s'occupant des problèmes urbains; un rapport complet sera publié. Un autre séminaire sur l'amélioration de l'accès des catégories urbaines déshéritées à l'alimentation et à l'énergie est actuellement organisé par Environnement et développement du tiers monde (ENDA), avec l'appui additionnel de la Communauté économique européenne; il se tiendra au milieu du mois de décembre 1985 à Addis-Abeba. Les travaux se poursuivent au titre du projet de recherche entrepris avec le TATA à Bombay. Des études de cas ont été préparées pour la conférence qui aura lieu l'année prochaine sur l'équité, l'efficacité et la durabilité de la mise en valeur des ressources énergétiques en zones urbaines.

e) Formation à la relation alimentation-énergie

71. Au 1er décembre 1985, deux boursiers étaient en cours de formation.

f) Publications

72. En 1985, les ouvrages ci-après ont été publiés :

a) "Citizen Organizations and Food-Energy Alternatives in Indian Cities", par Narendra Panjwani;

b) "Energy Systems Analysis in Food and Energy Crop Production", par Malcolm Slesser;

c) "The Use of Dynamic Systems Analysis to Assess the Potential for Enhanced Output in the Rural Communities of Developing Countries", par Chris Lewis.

4. Secteur de programme relatif à l'alimentation, à la nutrition, à la biotechnologie et à la pauvreté

73. La majeure partie des travaux relevant de ce programme, qui porte essentiellement sur l'alimentation, la nutrition et la pauvreté, ont pour origine des travaux antérieurs de l'Université sur l'alimentation et la nutrition qui consistaient essentiellement à rassembler des données de base. Les activités en cours sur le plan des politiques générales visent à renforcer les moyens des pays en développement pour ce qui est d'accroître et d'améliorer leurs ressources vivrières, d'approfondir leurs connaissances de la nutrition humaine et, simultanément, de contribuer à réduire la pauvreté moyennant création d'emplois et élévation des revenus en vue d'améliorer les conditions de vie. Un autre grand aspect du programme est la biotechnologie, l'objectif étant de permettre au monde en développement de tirer parti des progrès substantiels accomplis dans ce domaine.

a) Food and Nutrition Bulletin et autres publications

74. En 1985, quatre numéros du Food and Nutrition Bulletin ont été publiés (46 articles au total). Le numéro spécial de septembre, publié sous la direction de Mme Vera Ninez, était consacré à la production d'aliments au niveau du ménage.

Un ouvrage consacré à l'agriculture en zones arides, à la science de l'alimentation et aux interfaces de la nutrition humaine est sur le point d'être publié en coopération, avec Pergamon Press. On révisé actuellement à l'extérieur les manuscrits d'ouvrages consacrés aux conséquences fonctionnelles de la carence en fer en Egypte et en Indonésie et aux moyens d'assurer la diffusion efficace des enseignements communautaires en matière de nutrition et de soins de santé primaires; deux autres manuscrits d'ouvrages sur les méthodes anthropologiques pratiques à l'usage des agents de la nutrition et de la santé et sur les utilisations et les besoins en matière de données relatives à la composition des aliments font actuellement l'objet d'une dernière vérification avant révision.

b) Répertoire des anthropologues et sociologues s'occupant d'alimentation et de nutrition

75. L'UNU finance la préparation de ce répertoire, compilé par la Commission internationale sur l'anthropologie et l'alimentation de l'Union internationale d'anthropologie et des sciences ethnographiques en coopération avec le Council of Nutritional Anthropology de l'American Anthropological Association et le Comité pour l'anthropologie nutritionnelle de l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN). L'objet de ce répertoire est de renforcer les applications de l'anthropologie, en tant que discipline, à l'alimentation et à la nutrition en permettant aux anthropologues ayant les mêmes préoccupations professionnelles de se mettre en contact, et aussi en fournissant les noms d'anthropologues s'occupant d'alimentation et de nutrition à des organismes nationaux, bilatéraux et internationaux.

76. Le répertoire a été distribué sous forme de sorties d'imprimante, en octobre, à toutes les personnes y mentionnées ainsi qu'aux organismes internationaux et bilatéraux intéressés. Peut accéder en direct au fichier quiconque possède un modulateur-démodulateur. Un projet lancé avec le soutien de la Fondation Werner-Gren vise à constituer un dossier informatisé d'extraits des principaux travaux de recherche actuellement effectués par les personnes inscrites dans le répertoire.

c) Conséquences économiques et sociales d'une carence chronique en calories

77. La carence chronique en énergie alimentaire continue d'affecter la majeure partie de la population de nombreux pays en développement. Dans ces conditions, la survie exige de l'individu qu'il ralentisse ses activités physiques s'il veut préserver son équilibre énergétique. Les recherches que l'UNU a parrainées de 1983 à 1985, bien que simplement exploratoires, ont confirmé la nature du problème et, en partie, la réduction d'activité économique et sociale qui en résulte aux niveaux de la famille et de la collectivité ainsi que des effets défavorables sur le processus d'acquisition des connaissances chez les enfants. Il est indispensable de rassembler sans tarder des données exactes sur les avantages d'un accroissement des rations caloriques de ces populations et de faire des études additionnelles sur les conséquences d'une carence chronique en énergie alimentaire dans les diverses sociétés.

78. Durant la période biennale 1984-1985, l'UNU a appuyé divers projets au Chili, en Colombie, au Guatemala, au Mexique et aux Philippines. Les rapports correspondants décrivent certaines conséquences défavorables de la carence en énergie alimentaire et ont contribué à convaincre le Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (CAC-SCM) de la nécessité d'accorder une

grande attention au problème. C'est ainsi que le Sous-Comité a participé aux coûts d'un séminaire organisé en octobre 1985 par l'ONU au siège de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) à Washington en vue d'évaluer, de comparer et d'intégrer les résultats de recherches obtenus à ce jour et de formuler les principes directeurs de la future recherche en collaboration.

d) Conséquences fonctionnelles de la carence en fer

79. Des études complètes sur les conséquences fonctionnelles de la carence en fer ont été conduites dans des villages égyptiens et indonésiens. Mettant à profit des travaux antérieurs de l'ONU, ces études, exécutées entre 1983 et 1985, ont établi définitivement que la carence en fer, même lorsqu'elle n'est pas suffisamment grave pour causer une anémie, fait baisser considérablement les résultats préscolaires et scolaires de l'enfant lors de certains tests cognitifs et qu'il est possible d'inverser la tendance en administrant un supplément de fer si le déficit n'est pas trop marqué. On a observé des conséquences similaires lors de certaines mesures de l'immunité cellulaire et de la morbidité liée à des maladies infectieuses et en relation avec le rendement des cueilleuses de thé en Indonésie. Les études ont bénéficié d'une aide extra-budgétaire substantielle. Une monographie décrivant les résultats obtenus est en préparation.

80. Des études sur les interactions de la mère et de l'enfant et sur les réactions des nourrissons en Indonésie et au Chili ont également fait ressortir les effets défavorables de l'anémie causée par une carence en fer. Enfin des études dont l'objet est de confirmer les effets sur le développement cognitif des enfants d'âge scolaire et les conséquences immunologiques pour les adultes ont été entreprises en Thaïlande et en Yougoslavie.

e) Projet régional relatif à l'alimentation et à la nutrition (Afrique)

81. La préparation de ce projet entrepris conjointement avec l'Association des universités africaines s'est poursuivie. Le premier plan de travail, une fois élaboré sur la base des renseignements fournis par les institutions africaines participantes au sujet des propositions de projet, a été soumis à la Commission des Communautés européennes qui l'a agréé aux fins d'aide financière au titre des fonds régionaux de la deuxième Convention de Lomé. En vertu des dispositions de cette convention, l'Association administrera les fonds. Un coordonnateur régional spécial poursuit les travaux préparatoires et établit actuellement la liste des candidats aux bourses de formation offertes par les institutions participantes.

82. Dans le cadre des activités de démarrage du projet, l'Université a parrainé en juin au Federal Institute for Industrial Research, à Lagos, un séminaire sur les services d'information en fonction des besoins concernant les sciences et les technologies appropriées d'alimentation pour l'Afrique. Venus de 16 pays africains, les participants se sont réunis avec des experts en sciences de l'information et de la documentation et en bibliothéconomie pour recenser les besoins de l'Afrique en matière de sciences et de technologies alimentaires. Les débats ont principalement porté sur l'évaluation des points forts et des points faibles des réseaux en place en Afrique et ailleurs.

f) Nutrition et soins de santé primaires

83. Les éléments de soins de santé primaires énumérés par la Conférence de l'OMS tenue à Alma Ata en 1978 comprenaient diverses mesures préventives de santé publique : nutrition et éducation sanitaire; assainissement du milieu, prévention

des maladies infectieuses par vaccination et autres mesures et soins de santé maternelle et infantile. Bien que vraisemblablement appelés à bénéficier davantage aux populations sur le plan sanitaire que le traitement des maladies, ces éléments ne revêtent guère d'utilité s'ils ne sont pas mis en oeuvre efficacement par la population. En fait, les soins de santé primaires se réduisent dans de nombreux pays à une médecine curative assez médiocre.

84. Au cours des deux dernières années et demie, l'ONU et le FISE ont ensemble financé des études confiées à des spécialistes des sciences sociales dans 14 pays en développement pour déterminer les incidences de la nutrition et des soins de santé primaires sur les connaissances et les comportements sanitaires familiaux. Dans ce contexte, l'ONU a organisé deux séminaires, le premier pour établir les plans de l'étude et le second pour faire rapport sur ses résultats. Le second séminaire devait aboutir à l'élaboration d'un rapport succinct à paraître sous forme de supplément au Food and Nutrition Bulletin de l'ONU ainsi qu'à la publication de plusieurs monographies et articles scientifiques et à l'élaboration de deux séries de directives. La première série, qui concerne les recherches au niveau de ménages, a été publiée dans le Food and Nutrition Bulletin. La seconde, qui a trait à la recherche des types de comportements d'agents de la santé propres à renforcer ou à diminuer l'efficacité du programme, sera publiée début 1986. L'OMS a vigoureusement appuyé ces recherches conjointes UNU-FISE.

g) Réseau international des systèmes de données alimentaires

85. Le réseau INFOODS cherche à faciliter à l'échelle mondiale l'accès, la recherche, les échanges et l'harmonisation générale des données sur la composition des aliments. Consciente du manque de données cohérentes et compatibles à l'échelle internationale, en particulier pour ce qui est des pays en développement, l'ONU a mis en place ce réseau mondial composé de groupes de travail chargés de donner des conseils techniques et de former des groupes de liaison aux fins d'exploitation des résultats. Les activités connexes au titre de l'année 1985 comprennent notamment l'élaboration de directives en matière d'amélioration des méthodes et de contrôle de la qualité, de classification et de nomenclature des aliments, des installations de stockage et de recherche des données régionales par ordinateurs de dimension moyenne, la tenue d'un séminaire sur les utilisations multiples des données relatives à la composition des aliments, notamment quant à la détermination des effets du régime alimentaire sur le cancer et les maladies dégénératives chroniques, et la mise au point d'ensembles bon marché de matériels et de logiciels pour microprocesseurs en vue du stockage et de l'utilisation des données relatives à la composition des aliments dans les pays en développement. L'ONU alloue des fonds au titre de l'appui des liaisons régionales.

86. L'ONU a bénéficié d'un appui extra-budgétaire important pour financer ce travail. Avec la garantie que cet appui extra-budgétaire représentera 600 000 dollars par an au moins au cours de la période 1984-1987, toutes les activités décrites ci-dessus sont en cours. Quatre groupes de travail doivent faire rapport en 1985 sur leurs travaux, qui donneront lieu dans les quatre cas à une publication. Les groupes régionaux de liaison, à savoir ASIAFOODS (13 pays), EUROFOODS (17 pays), LATINFOODS (19 pays), NOAFOODS (2 pays) et NORDICFOODS (5 pays) ont déjà tenu des réunions organisationnelles.

h) Recherches sur la fixation de l'azote dans la rhizosphère du riz

87. Au titre de ce projet, des scientifiques de divers pays développés et en développement coopèrent à des recherches effectuées au moyen de techniques modernes

telles que l'ADN recombinant et la culture tissulaire et qui tendent à mieux utiliser l'azote fixé par des bactéries associées aux racines des plants de riz. Des propositions de projet de recherche coopérative ont été présentées au séminaire de l'Institut international de la recherche sur le riz (UNU-IRRI) tenu en 1984 aux Philippines; les participants ont mis en place un réseau international de scientifiques et de laboratoires et se sont mis d'accord sur des expériences de base. Sept projets de recherche ont depuis été entrepris en Chine, en Corée, en Malaisie, au Nigéria, à Sri Lanka, en Thaïlande et au Viet Nam, en coopération avec la Division mixte FAO/AIEA et avec des instituts établis au Canada, en France, aux Pays-Bas, au Japon, aux Etats-Unis et en URSS.

i) Liens informatisés en matière de biotechnologie

88. La participation de l'UNU, en 1983, à une conférence expérimentale par ordinateur sur la bioconversion de la lignocellulose et l'évaluation des résultats de cette conférence ont montré que l'introduction d'un système de communication informatisé peut faciliter la participation effective de scientifiques des pays en développement qui s'occupent de biotechnologie (et qui n'ont pratiquement que cette possibilité d'accéder aux connaissances nouvelles) et faire progresser cette science dans lesdits pays. Le Centre de recherche pour le développement international a fait une étude de faisabilité à l'issue de la phase expérimentale, et s'est officiellement déclaré disposé à allouer une aide financière aux activités de l'université dans ce domaine, en particulier pour ce qui est du projet de l'UNU consacré à la brucellose. L'étude de faisabilité a été publiée en 1985 sous la forme d'un document intitulé "International computer-based Conference on Biothechnology: A Case Study" (publication faite par le Centre avec l'appui de l'UNU).

j) Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes

89. L'UNU, en coopération avec le Gouvernement vénézuélien, étudie diverses possibilités de monter en Amérique latine et dans les Caraïbes un programme de biotechnologie qui aboutirait un jour à la création d'un centre de recherche et de formation de l'UNU à Caracas. L'Université a démarré avec un projet de recherches sur les vaccins et les diagnostics nécessaires pour lutter contre la brucellose de l'animal et de l'homme. Le projet antibrucellose couvre essentiellement l'Amérique latine, où cette maladie est le plus répandue. Comme suite aux recommandations d'un séminaire de planification tenu en octobre 1984, l'UNU crée actuellement un réseau de chercheurs et d'instituts de recherche.

k) Recherches biotechnologiques en Afrique

90. Désireuse de renforcer les recherches biotechnologiques en Afrique, l'Université s'efforce de mettre en place un ou plusieurs réseaux de recherche avec pour principal objectif de renforcer les instituts africains en recourant à la formation et au renforcement institutionnel, de manière à en faire des noyaux des sciences biotechnologiques en Afrique. Un grand effort sera fait pour utiliser le programme de bourses de l'UNU à cette fin.

91. De concert avec la Fondation internationale pour la science à Stockholm, un séminaire sur les domaines possibles de recherche a été organisé en octobre 1985 à Duala (Cameroun). Plus de 30 scientifiques africains y ont participé et présenté des propositions de recherche dont les meilleures pourraient être retenues et

appuyées par l'ONU et la Fondation. Un consultant de l'ONU s'est rendu auprès des instituts et des scientifiques intéressés et a contribué à l'élaboration de propositions débattues plus tard au séminaire.

1) Formulation de politiques biotechnologiques pour les pays en développement

92. Des problèmes éducatifs, sociaux, juridiques, moraux, industriels et écologiques entravent l'exécution de projets biotechnologiques dans les pays en développement. L'ONU a parrainé en août 1985 à Helsinki une réunion de décideurs. Le rapport de cette réunion sera publié en 1986.

m) Formation à l'alimentation, à la nutrition, à la biotechnologie et à la lutte contre la pauvreté

93. Au 1er décembre 1985, 44 boursiers et huit boursiers spéciaux avaient achevé leur formation tandis que 50 boursiers et trois boursiers spéciaux la poursuivaient.

n) Publications

94. En 1985, les publications ci-après sont parues :

a) Food and Nutrition Bulletin, volume 6, Nos 3 et 4;

b) Food and Nutrition Bulletin, volume 7, Nos 1 à 4;

c) "Nutrition and Development", publié sous la direction de Margaret R. Biswas et Per Pinstrup-Anderson (Oxford University Press).

D. Thème IV : Développement humain et social et coexistence des peuples, des cultures et de systèmes sociaux

95. On reconnaît dans ce contexte que le développement et le sous-développement s'inscrivent dans un contexte global et que les processus nationaux de développement sont étroitement liés à la dynamique complexe des relations internationales. On s'efforce ici d'améliorer la compréhension des fondements culturels et sociaux du développement et de la façon dont ils influent sur le processus de changement en cours dans le monde.

1. Secteur de programme relatif au développement humain et social

96. L'objet est de trouver une approche autonome des besoins de l'homme, matériels et autres.

a) Développement socio-culturel

Formes de sociétés jugées désirables en fonction de divers systèmes moraux et religieux. L'objectif à long terme de ce projet est d'évaluer la contribution possible des grandes religions à la création de formes de sociétés et de modes de vie désirables qui soient compatibles avec les ordres de valeur propres aux diverses cultures et aux divers systèmes moraux. Un document de base donne un tableau d'ensemble du rôle que commence à jouer la religion dans le processus actuel de transformation sociale; on y recense les différents problèmes que la pensée religieuse devra surmonter pour contribuer à l'élaboration d'une forme de société désirable. Des quatre sous-projets consacrés à diverses familles

religieuses, à savoir le christianisme, l'Islam, le bouddhisme et l'hindouisme, les deux premiers ont été lancés en 1984. On prépare actuellement des documents qui formeront la matière des chapitres de deux ouvrages dont la publication est prévue pour 1986. Le séminaire de planification correspondant au sous-projet consacré au bouddhisme s'est tenu en mars en Thaïlande. Les préparatifs du lancement du sous-projet consacré à l'hindouisme ont commencé, mais le séminaire de planification aura lieu début 1986.

b) Emergence de la nouvelle pensée sociale

97. Ce projet a été achevé en juin 1985 après deux colloques tenus en avril et en juin en Espagne et au Royaume-Uni respectivement. Les documents de recherche présentés à ces deux colloques ainsi qu'à un colloque antérieur tenu en novembre 1984 au Royaume-Uni font l'objet de trois volumes en cours d'édition : "World Crisis - or World Transformation?", "New Social Thought : the Formative Moulds" et "The Civilizational Quest : Projects and Strategies".

c) Gestion du développement

Conditions sociales et politiques d'une planification nationale efficace. On a fait l'analyse de l'efficacité de la planification nationale dans le cas des pays suivants : Colombie, Hongrie, Japon, Kenya, Malaisie, Nigéria et Sri Lanka. Les résultats de ces études de cas, effectuées en 1984 et 1985, ont été examinés par un séminaire qui s'est tenu en juillet 1985 en Colombie en conjonction avec le 45ème Congrès des américanistes. Une comparaison de ces études a mis en relief certaines tendances et caractéristiques de la planification nationale dans les pays à économie mixte tout en révélant quelques domaines où la planification du développement en général est négligée. Le rôle d'intermédiaire joué par les organismes de planification entre les ministères a été comparé d'un pays à l'autre afin d'analyser l'efficacité des différents mécanismes institutionnels. Le produit final du projet serait la publication d'un ouvrage intitulé : "Development Planning in Mixed Economies".

La politique budgétaire sous l'angle de l'économie politique. Dans un grand nombre de pays en développement, le déficit budgétaire pèse lourdement sur la croissance de l'économie. Les facteurs économiques et politiques qui empêchent la mise en oeuvre concrète de politiques budgétaires appropriées font l'objet d'une série d'études de cas entreprises par les chercheurs du Chili, de Colombie, d'Indonésie, du Mexique, des Philippines, de la République de Corée et de Turquie. Dans chaque étude on examine le processus de formulation des politiques et l'influence des groupes de pression et des détenteurs d'intérêts tout en analysant la mesure dans laquelle des décisions budgétaires données ont pu être appliquées. Les résultats provisoires de ces études ont été communiqués à un séminaire tenu en avril 1985 à Kyoto (Japon). Les rapports finals, qui doivent être achevés d'ici la fin de 1985, seront présentés à une dernière réunion de projet début 1986.

d) Ménages contemporains et changements sociaux

Famille, sexe et âge. Au titre de ce projet, on analyse l'évolution des relations entre les membres du ménage tout au long de leur vie ainsi que les réactions des ménages aux grandes transitions historiques et socio-économiques que connaissent les sociétés des pays en développement. Pour bien comprendre

le fonctionnement assez complexe des ménages dans les diverses sociétés et pour acquérir une meilleure connaissance théorique de l'incidence des changements socio-économiques et démographiques sur le travail effectué par l'homme et la femme et sur les rôles assignés aux membres de la famille, des études sur le terrain sont en cours en Argentine, au Brésil, en Colombie et à Sri Lanka, pour lesquelles on recourt à deux approches méthodologiques, celle du cycle de vie et celle du budget à terme. Les résultats préliminaires ont été examinés lors d'une première réunion d'évaluation tenue en février 1985 à l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), dont le siège se trouve à Saint-Domingue (République dominicaine). Ces études se poursuivront jusqu'en 1986. De nouvelles études sur le terrain ont été entreprises au Chili et au Kenya après cette réunion. Il est prévu que la Chine et la Côte d'Ivoire participeront également au projet à la fin de 1985 ou au début de 1986. Quelques activités préparatoires aux fins de l'élaboration d'un programme audio-visuel sur ledit projet ont également commencé en 1985.

Etude comparée du travail des femmes et des stratégies familiales en Asie du Sud et du Sud-Est. En prenant pour variables le travail des femmes et les stratégies familiales en vue de différencier les catégories de familles, on examine au titre de ce projet la façon dont le processus de développement affecte les possibilités d'emploi qui s'offrent aux femmes et les décisions prises dans le cadre des stratégies familiales d'ensemble visant à assurer la survie et l'ascension sociale. Des études sur le terrain sont en cours au Bangladesh, en Inde, en Malaisie, au Népal, au Pakistan, aux Philippines, à Sri Lanka et en Thaïlande. Les résultats préliminaires seront présentés à un séminaire régional prévu pour le début de 1986.

En liaison avec les études sur le terrain en cours, une étude comparée de portée générale fondée sur les séries de données existantes et sur les matériels de recherche disponibles en plusieurs endroits dans la région et à l'extérieur a également été entreprise en vue de définir un cadre analytique permettant d'intégrer dans l'ensemble des études de développement les conclusions relatives aux femmes et aux familles.

e) Etudes comparées de la transformation sociale : études de cas historiques

98. Ce projet, tendant à regrouper les résultats de divers travaux de recherche effectués sur la Chine, le Japon, le Mexique et la Russie, devrait amener à concevoir sous un aspect nouveau et synthétique l'interdépendance des facteurs socio-économiques, culturels et politiques du changement social et du développement. En première phase du projet, la Conférence internationale sur la restauration Meiji s'est tenue en octobre 1983 à l'UNU. Des spécialistes de huit pays y ont débattu des aspects universels et des aspects nationaux de cette restauration au Japon. Un rapport des débats devrait paraître sous peu. En seconde phase, une conférence internationale s'est tenue en mars 1985 au Mexique afin de comparer l'expérience de la révolution mexicaine et la transformation sociale survenue en Chine, au Japon, en Union soviétique et dans d'autres pays latino-américains. Un ouvrage fondé sur les diverses communications faites à cette occasion est en cours de publication.

f) Perspectives de la jeunesse

99. Les contributions de l'UNU à l'Année internationale de la jeunesse (1985) ont pris la forme de recherches, de publications et de matériels audiovisuels. Bien

que les travaux de l'Université relatifs à la jeunesse aient jusqu'ici porté directement sur l'Année internationale de la jeunesse, et ce conformément à la déclaration du Conseil aux termes de laquelle les perspectives de la jeunesse doivent faire l'objet du soin constant de l'UNU, ce programme comprendra également des activités concrètes au cours de la prochaine période biennale. La formulation définitive de ces activités devra toutefois être fonction des résultats et du suivi de l'Année. Les résultats du projet de l'UNU relatifs à l'Année internationale de la jeunesse, mis en chantier en 1984, seront publiés début 1986. Quant à la publication intitulée Perspectives on Contemporary Youth, elle devrait elle aussi paraître à cette époque-là. Une vidéocassette sur des débats de jeunes au sujet de questions les intéressant dans le cadre des thèmes susmentionnés et aussi en matière de travail, d'éducation et de loisirs est déjà sortie.

g) Effets globaux de la migration humaine

100. Les recherches menées dans sept pays d'Asie (Bangladesh, Inde, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka et Thaïlande) sur les travailleurs asiatiques qui immigreront dans le monde arabe se sont terminées cette année. Elles ont porté sur les travailleurs migrants rentrés dans leur pays, cela afin de déterminer les problèmes qu'ils rencontrent aux stades de la prémigration, de la migration et de la post-migration. Un séminaire de recherche s'est tenu en mai 1985 à Colombo. L'UNU a présenté un sous-programme qui a été incorporé à la proposition de l'OIT sur les mouvements migratoires dont le PNUD a été saisi pour exécution en 1986-87. La décision finale du PNUD est attendue sous peu.

h) Minorités ethniques et développement humain et social

101. En 1984-85, le projet a porté sur un examen général de la question des minorités ethniques au niveau régional. La première phase (consistant essentiellement à rassembler des données) a vu se dérouler les activités ci-après : a) commande de divers documents à d'éminents spécialistes (pour servir de rapports nationaux et régionaux à jour); b) analyse de la bibliographie et de documents consacrés à des problèmes spécifiques; c) collecte et informatisation de données sur les minorités ethniques du monde; et d) participation des personnes contribuant au projet à des réunions internationales traitant d'aspects particuliers de problèmes ethniques. Au titre du projet, l'UNU a aussi organisé ou parrainé en 1985 plusieurs réunions. En septembre 1985, une réunion sur les minorités ethniques dans les sociétés bouddhistes a été organisée à Bangkok par le Centre international pour les études ethniques, en coopération avec le projet. Les résultats en seront publiés par le Centre de l'UNU. Une réunion a été organisée à Mexico sur les problèmes éducatifs et culturels d'une société pluri-ethnique, eu égard en particulier à la situation au Mexique; les résultats seront publiés par le ministère mexicain de l'éducation. Toujours en septembre 1985, trois membres de l'équipe de projet ont présenté des communications sur leurs recherches à une réunion de l'Association latino-américaine pour les études asiatiques et africaines (Mexico). Il est prévu de publier ces communications. Le coordonnateur du projet s'est rendu en avril en Union soviétique sur invitation de l'Académie des sciences de l'URSS pour y procéder à des consultations sur les futures activités de projet dans ce pays. Dix-sept rapports sur l'état des connaissances ont été ou doivent être bientôt établis au titre de ce projet. Ils feront sous peu l'objet d'une diffusion limitée. Les travaux se sont également poursuivis sur une synthèse de la question des ethnies qui devrait être prête en 1986. Le séminaire sur les minorités ethniques a continué au Colegio de México.

i) Pauvreté et répartition des ressources sociales

102. A divers moments de leur histoire, les pays industriels ont vu l'Etat intervenir de plus en plus pour faire face au problème de la pauvreté en redistribuant les ressources sociales. La recherche d'une protection sociale viable pour les marginaux, les chômeurs, les sous-employés, les personnes âgées, les handicapés et les familles comprenant un seul parent constitue une question importante que les pays en développement, notamment les pays nouvellement industrialisés en transformation sociale rapide, auront vraisemblablement à résoudre dans les prochaines décennies.

103. Rares sont les projets de recherche et les forums qui traitent à l'heure actuelle du passage des formes de soutien traditionnelles aux formes de soutien dites modernes. Le projet envisagé ici porte sur la recherche d'options de politique sociale dans deux directions : a) travaux empiriques (études de cas sur quatre ou cinq pays en développement et tableau d'ensemble des solutions retenues par les pays industriels; et b) travaux théoriques (synthèse transculturelle des données empiriques en vue de définir un cadre analytique pour la formulation de recommandations de politique générale). Les activités préliminaires menées en 1985 ont comporté une première recherche sur le plan conceptuel, une enquête sur l'état des connaissances et le recensement d'enquêteurs potentiels.

j) Formation au développement humain et social

104. Au 1er décembre 1985, sept boursiers avaient achevé leur formation et 13 la poursuivaient.

k) Publications

105. En 1985, on a publié l'ouvrage suivant :

"Meiji Ishin - Restoration and Revolution", publié sous la direction de Michio Nagai et de Miguel Urrutia.

2. Secteur de programme relatif aux perspectives régionales

106. Placé sous la responsabilité de la Division des études régionales et mondiales (DERM), ce programme a pour but de recenser les principales tendances économiques, sociales et politiques qui façonnent le développement de chacune des principales régions. Des six projets, quatre traitent des "régions" suivantes : monde arabe, Afrique, Amérique latine et Asie tandis que deux portent sur les problèmes liés au progrès technologique et l'accès à l'autosuffisance dans une perspective régionale.

a) Afrique : édification de la nation ou transnationalisation

107. Les années 1984 et 1985 ont vu la deuxième phase du projet, consacrée à la production de rapports de synthèse sur sept sous-projets par autant de groupes de travail. Quatre groupes de travail ont tenu des séminaires en 1985 : a) expérience et perspectives d'une coopération interafricaine : le cas de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (en avril au Botswana et en novembre en Zambie); b) relations entre l'agriculture et l'industrie dans le développement de l'Afrique (en mai au Sénégal); c) l'Etat et les diverses alliances

populaires en Afrique (en octobre en République-Unie de Tanzanie) et d) la reproduction sociale (en novembre en Tunisie). Une grande réunion à laquelle ont participé les sept groupes de travail a eu lieu en mai au Sénégal pour préparer l'intégration de tous les sous-projets à la grande synthèse (Afrique : édification de la nation ou transnationalisation).

108. D'autres groupes de travail étudient les questions suivantes : e) adaptation aux systèmes mondiaux ou retrait : la marge de manoeuvre des économies africaines; f) les relations économiques euro-africaines : perspectives; et g) l'Etat, les classes sociales et le développement en Afrique : les conflits politiques et les problèmes de la paix et de la sécurité régionales. Chacun des sept groupes de travail produira un rapport de la valeur d'un volume sur la base d'une importante documentation de caractère empirique, ainsi qu'une série d'ouvrages. Au total, on publiera 15 ouvrages.

b) Les perspectives asiatiques : l'Etat, le peuple et la culture

109. La deuxième réunion du Comité consultatif s'est tenue en octobre 1985 à Penang (Malaisie); on y a passé en revue les progrès accomplis au titre des recherches effectuées par les trois groupes sous-régionaux et débattre des activités à exécuter en 1986, notamment de la coordination au niveau panasiatique. Des accords ont été passés avec l'Asian Regional Exchange for New Alternatives aux fins d'organisation en mars 1986 d'un séminaire sur les options de développement en Asie et avec l'Académie chinoise des sciences sociales pour l'organisation en mai 1986, d'une réunion régionale sur les expériences et les perspectives de développement en Asie. On a poursuivi la coopération avec les associations régionales de sciences sociales en Asie et dans le Pacifique ainsi qu'avec le Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique, organisation régionale intergouvernementale basée à Kuala Lumpur. L'Université était représentée à la Conférence de l'Association of Development Research and Training Institutes of Asia and the Pacific, tenue à Bangkok en juin, et à la Conférence de l'Association of Asian Social Science Research Councils, qui s'est tenue en septembre 1985 à Bali (Indonésie).

Le Groupe de l'Asie du Sud s'est réuni en octobre à Lahore (Pakistan) pour examiner les études intérimaires sur l'édification de la nation au Bangladesh, en Inde, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka. Les recherches sur les "mouvements et expériences populaires" se sont poursuivies.

Le Groupe de l'Asie du Sud-Est a achevé sa seconde et dernière année de recherches sur "la transnationalisation, l'Etat et le peuple" en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande. Les résultats de ses travaux ont été présentés à un séminaire qui s'est tenu en octobre 1985 à Penang (Malaisie).

Le Groupe de l'Asie de l'Est qui, en janvier 1985, a entamé ses travaux sur "l'Etat et la transformation culturelle" en Chine, au Japon et en République de Corée, s'est réuni au Japon pour y examiner les résultats intérimaires de ses recherches. Des experts de la République populaire démocratique de Corée ont pris part pour la première fois au séminaire et ils ont été invités à effectuer des recherches sur cette question.

c) Options d'avenir du monde arabe

110. 1985 étant la dernière année de ce projet, la principale activité a consisté à terminer le programme de recherches et à établir le projet de rapport récapitulant les résultats obtenus et présentant les principales conclusions auxquelles on est parvenu. La dernière réunion du Comité directeur a eu lieu en octobre 1985 en Egypte. De plus, les produits de trois sous-projets ont été présentés lors de trois séminaires qui ont eu lieu entre novembre 1984 et novembre 1985, à savoir : a) le séminaire sur le processus décisionnel dans la région arabe (Egypte, novembre 1984); b) le séminaire sur les mouvements progressistes arabes (Suisse, mars 1985); et c) le séminaire sur le cinéma, facteur d'unité et de diversité dans le monde arabe (Egypte, novembre 1985).

111. Les résultats de tous ces séminaires pourront être publiés, prévoit-on, en 1986 et 1987. Le dossier relatif aux options d'avenir du monde arabe en sera également à ses derniers numéros. Il est prévu que d'ici à la fin de 1987 18 volumes, traitant de 11 grands sujets, plus le volume de synthèse final, auront été publiés.

d) Les perspectives latino-américaines : développement dans le cadre du système mondial

112. Poursuivant l'étude des mouvements sociaux dans le reste des sous-régions de l'Amérique latine et attaquant le phénomène de la démocratie naissante, les participants ont tenu en 1985 les séminaires et réunions sur les sujets suivants : a) la démocratie naissante au niveau local (Mexique, janvier et février); b) les mouvements sociaux au Mexique (Mexique, mai); c) le système politique et la démocratie naissante dans les Etats fédérés du Mexique (Mexique, mai); d) les mouvements sociaux en Amérique du Sud (Pérou, mai); et e) les mouvements sociaux et la démocratie naissante dans les Caraïbes [réunion de coordination des sous-projets, Mexique, octobre]. L'année 1985 a également vu le démarrage du sous-projet relatif aux mouvements sociaux au Brésil ainsi que la mise au point des textes préparés l'année précédente au titre des sous-projets relatifs à l'histoire des prédictions et des prévisions sociales, à la bibliographie de l'Etat et des mouvements sociaux en Amérique latine, à la théorie de l'Etat, et aux partis et aux systèmes politiques en Amérique latine. "Movimientos sociales en Centroamérica", première d'une série de publications, est parue cette année.

e) La capacité et les prospectives technologiques dans le tiers monde : le cas de l'Amérique latine

113. Les recherches se sont poursuivies tout au long de l'année 1985 sur les sous-thèmes ci-après : a) courants de la science et de la technique; b) évaluation de la capacité des systèmes de recherche-développement en Amérique latine; c) science et technique sous l'angle de l'économie politique; d) dynamique socio-économique; et e) incidences écologiques du développement socio-économique de l'Amérique latine. Deux réunions de coordination ont été organisées au Mexique (juillet) et à Buenos Aires (novembre) afin d'échanger les résultats obtenus et d'établir des plans permettant de mieux agencer les recherches de sous-thème. Le projet a bénéficié d'une subvention du Centre de recherche pour le développement international pour la période de 1984 à décembre 1985.

f) L'autosuffisance en matière de science et de technique au service du développement national

114. Des recherches ont commencé en janvier 1985 dans six pays d'Asie (Chine, Inde, Japon, Philippines, République de Corée et Thaïlande) sur les aspects socio-économiques et culturels des progrès techniques autonomes, et ce dans le cadre comparatif général arrêté en novembre 1984 lors d'un séminaire organisé à Tokyo. Toutes les équipes participantes ont traité des cas (secteurs) de développement technologique, procédé à des enquêtes sur le terrain, procédé à des interviews et organisé des séminaires à l'échelle nationale. Les rapports intérimaires ont été examinés lors d'un séminaire tenu en octobre 1985 à Beijing. Le coordonnateur du projet a pris part au séminaire organisé en juillet 1985 au Mexique au titre du projet consacré à la capacité et à la prospective technologique dans le tiers monde (Amérique latine) en vue d'échanger des données d'expérience et de coordonner les diverses activités de recherche.

g) Formation aux perspectives régionales

115. Au 1er décembre 1985, trois boursiers étaient en cours de formation.

h) Publications

116. En 1985, les publications ci-après sont parues :

- a) "African Perspective on the New International Economic Order", publié sous la direction de Duri Mohammed (Bookwise, Ltd.);
- b) "Structure des classes dans la société yéménite" (en arabe), par Hamoud Al-Ody (Dar al Mastakbal al Araby, Egypte);
- c) "Crise de l'agriculture africaine", par Mohamed Lamine Gakou (Silex Editions);
- d) "Global perspectives of Europe (Dialectics and Humanisme)", No 1, 1985 (Editeurs scientifiques polonais, Varsovie);
- e) "Movimientos sociales en Centroamérica", par Daniel Camacho et Rafael Manjivar (EDUCA-FLACSO);
- f) "L'Etat et le développement capitaliste en Iraq, 1968-1979" (en arabe), par Isam Al-Khafaji (Dar al Mastakbal al Araby, Egypte).

E. Thème V : La science et la technique et leurs incidences éthiques et sociales

117. Sous ce vaste thème on traite des incidences des progrès scientifiques et techniques, et notamment de la présentation et de la diffusion des connaissances qui en découlent et des questions d'éthique que poseront les innovations. Les travaux sont étroitement liés aux quatre autres thèmes de la Perspective à moyen terme et aux programmes connexes.

Programme relatif à la science, à la technique et
à la société informationnelle

118. Les projets qui relèvent du secteur de programme 9 sont classés en trois groupes : la technologie et la société informationnelles; les nouveaux modes de diffusion des connaissances et les aides pédagogiques, et les approches et problèmes nouveaux liés aux progrès de la science et de la technique.

a) Technologie et société informationnelles

119. Au titre de ce projet, on poursuit plusieurs objectifs associés : renforcer la maîtrise des pays en développement en matière de techniques des microprocesseurs et techniques connexes; suivre les progrès des techniques d'information et de communication, et étudier les aspects sociaux, économiques et culturels de ces nouvelles techniques dans des domaines donnés.

Maîtrise de la technologie des microprocesseurs. Les activités sont organisées de manière : a) à impartir une formation à de jeunes scientifiques de pays en développement; et b) à contribuer, par la mise en oeuvre de projets de pays spécifiques, à renforcer les moyens des universités et établissements assimilés dans un certain nombre de pays en développement, en combinant formation, recherche et, à l'occasion, fourniture du matériel nécessaire.

Les principales activités de formation s'effectuent en coopération avec le Centre international de physique théorique (CIPT) à Trieste. Depuis 1983, l'UNU coopère avec ce centre pour la formation de jeunes scientifiques de pays en développement à l'utilisation de la technologie des microprocesseurs (matériels et logiciels). En 1984-85, elle a collaboré à la mise sur pied de cours spéciaux de formation aux fonctions de chargé d'enseignement à l'intention de scientifiques de pays en développement, à la mise sur pied de programmes régionaux de formation à Sri Lanka, en Colombie et au CIPT, et à la modernisation d'installations de laboratoire destinées à la formation et la recherche. En 1985, les activités ont bénéficié d'une importante subvention du Gouvernement italien.

En 1985 a commencé un programme de formation en coopération avec le Trinity College de Dublin. Une subvention du Gouvernement irlandais a permis de préparer en coopération des cours de formation supérieure à l'intention de jeunes scientifiques de pays en développement, ces cours étant adaptés aux besoins de leurs institutions d'origine respectives. En 1985, une phase pilote a commencé avec trois boursiers éthiopiens et, après conclusion d'un accord avec le Gouvernement irlandais, on a sélectionné les boursiers devant participer à la première phase opérationnelle du programme de formation conjoint prévu pour 1986.

Dans le cadre de projets de pays donnés, des liens de coopération ont été établis avec le Tunku Abdul Rahman College et l'University of Malaya (Malaisie). En 1985, un projet conjoint a été conçu et accepté, qui porte sur les applications de la technologie des microprocesseurs et des micro-ordinateurs et à l'agriculture et aux réseaux éducatifs locaux. Ce projet s'étendra sur 18 mois environ.

Au nombre des activités de caractère préliminaire qui ont eu lieu en 1985 figurent de nouveaux entretiens avec l'Université d'Addis-Abeba et la Commission éthiopienne des affaires scientifiques et techniques ainsi qu'avec l'Université de Yaoundé, en vue de la formulation de deux grands projets conjoints en Ethiopie et au Cameroun. A l'issue du cours régional de formation CIPT/UNU qui s'est déroulé en juin 1985 en Colombie, des projets intéressants l'Amérique latine ont été discutés.

Surcharge et sous-utilisation en matière d'information. Les études comparées effectuées dans différentes parties du monde au titre de ce projet couvrent six sujets : a) production et diffusion de l'information; b) utilisation de l'information et carences en informations; c) participation aux processus informationnels; d) problèmes sociopsychologiques et individuels liés à l'acquisition des connaissances; e) obstacles et risques liés à l'exploitation de l'information; et f) codage et contexte socioculturel de l'information. Le projet est supervisé par un petit noyau d'experts et des liens ont été établis avec certains autres projets (projets relatifs aux microprocesseurs et "études spéciales" notamment). Les premiers projets de rapports de recherche sont prêts et les autres le seront vraisemblablement en 1986.

Etudes spéciales sur la technologie et la société informationnelles. On tend de plus en plus à assimiler les effets combinés de l'évolution de l'information - notamment en tant qu'elle concerne les sciences, les techniques et l'industrie de l'informatique, de l'information et des communications - à de profonds changements structurels qui affectent les modes de production et de consommation, les modes de vie et de travail, les schémas de communication ainsi que les perceptions et relations culturelles tant à l'intérieur des pays qu'entre eux. Au moment de choisir ses domaines d'étude, et afin d'éviter un chevauchement des efforts, l'UNU prend en considération le travail d'un certain nombre d'organisations internationales qui s'intéressent à divers aspects de ces questions. Elle coopère en outre activement avec plusieurs de ces organisations. On prend en considération la façon qu'ont différentes sociétés de percevoir les questions et aussi les activités d'autres organisations, les questions urgentes ou nouvelles encore insuffisamment analysées, ainsi que les liens éventuels avec les autres activités de programme pertinentes de l'UNU.

On a déjà mis en chantier certaines études spéciales (études sur la technologie informatique et la société et sur les aspects économiques de l'information). En 1985, d'autres sujets prioritaires ont fait l'objet d'une étude préliminaire, dont les suivants, qui seront traités durant la période biennale 1986-1987 : a) cas du Japon (il s'agit d'analyser la façon dont on perçoit ce pays en tant que "société informationnelle très avancée, et son avenir"); b) information scientifique et technologique : effets de la privatisation; et c) société informationnelle et économies en développement.

b) Questions et perspectives nouvelles

120. Au titre de ce projet, l'UNU étudie les questions et approches nouvelles liées au progrès de la science et de la technique. Ces activités portent essentiellement : a) sur le développement du droit international en relation avec la gestion des ressources communes dans une optique d'avenir pluriculturelle;

et b) sur une étude hautement scientifique de la nature et du comportement des systèmes naturels et sociaux complexes, et l'application à la gestion de systèmes complexes des approches et méthodologies découlant de cette recherche.

Le patrimoine mondial commun et le droit international. Au milieu de 1984 a été entreprise une étude sur le patrimoine commun et l'équité entre les générations qui doit s'achever durant la période biennale 1986-1987. Une petite équipe d'experts sera réunie début 1986 pour définir un cadre conceptuel et proposer à l'UNU et à d'autres organismes intéressés une liste d'études et de recherches sur une approche pluriculturelle du droit international. La Division des études régionales et mondiales et la Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale ont, en 1985, continué de coopérer avec l'Académie de droit international de La Haye (colloque conjoint sur le thème intitulé "Le multilatéralisme : les Nations Unies et le défi de notre époque", tenu dans le cadre de la célébration du quarantième anniversaire de l'ONU).

La gestion de la complexité. Les documents révisés présentés en mai 1984 au colloque de Montpellier (France) ont été publiés en anglais sous le titre The Science and Praxis of Complexity. La version française est en préparation. Un rapport préliminaire et des extraits des principales communications ont également paru dans toutes les éditions linguistiques de Travaux en cours. L'étude pilote sur le passage de la théorie à la pratique entrep. se en coopération avec l'Université libre de Bruxelles et le Bedford Institute of Oceanography (Canada) - exemple choisi aux fins de l'étude : l'état des pêches en Nouvelle-Ecosse - a permis de perfectionner les méthodologies et fourni la matière d'études comparées auxquelles on envisage, après discussion, de procéder en 1986-1987. Ces activités ont déjà suscité un intérêt considérable lors de diverses réunions scientifiques.

c) Nouveaux modes de communication des connaissances et nouvelles aides pédagogiques

121. Pour mener à bien les différents projets décrits ci-dessus, il est indispensable d'élaborer de nouvelles méthodes d'acquisition des connaissances et de nouvelles modalités d'échange, de communication et de diffusion des connaissances et de l'information à différents niveaux. Cela implique l'examen des méthodes en matière d'acquisition des connaissances, de mise au point d'aides pédagogiques, de diffusion des connaissances par le canal de publications scientifiques et d'activités d'information et de communication.

Systèmes d'enseignement à distance. L'intérêt universel que suscitent l'enseignement à distance et l'enseignement ouvert s'est spectaculairement accru, de nombreux pays - obligés de faire face à un accroissement rapide de la demande en moyens d'enseignement - étant devenus très conscients de l'insuffisance des systèmes d'instruction classiques face aux nouvelles demandes.

Au titre du projet, l'UNU a déjà créé et consolidé une base de données globale de concert avec l'Open University (Royaume-Uni) et le Conseil international de l'enseignement à distance, et elle a entrepris d'encourager l'interaction entre systèmes d'enseignement à distance, en particulier dans les pays en développement. Un premier rapport sur la situation des systèmes d'enseignement à distance dans le monde a été présenté en décembre 1984 au

Conseil de l'UNU. Après collecte et vérification de nouvelles informations, en 1985, un second rapport sera établi début 1986. Des consultations sur la marche à suivre sont en cours avec les organisations internationales intéressées, notamment l'Unesco.

Transfert des connaissances scientifiques au niveau local. Le Centre de communication des connaissances scientifiques, établi en 1984 sous les auspices de l'UNU en coopération avec le Comité pour la science et la technique au service du développement (COSTED) du Conseil international des unions scientifiques (CIUS) et qui est basé au COSTED à Madras, a produit en 1984 et 1985 50 manuels en langues locales diverses dans des domaines prioritaires tels que l'alimentation, l'eau, l'environnement, le logement, l'énergie rurale, la santé et la coopération sociale. Ces manuels ont été distribués par un certain nombre d'organisations non gouvernementales en Inde. La Direction de l'éducation des adultes du Ministère indien de l'éducation a décidé de prendre à son compte l'impression et la distribution d'un certain nombre de manuels déjà produits de manière à les faire connaître à des millions de personnes.

Parmi d'autres activités qui ont eu lieu en 1985 figure l'organisation d'un séminaire régional sur les méthodes de diffusion des connaissances scientifiques adaptées au cas des groupes défavorisés. Ce séminaire s'est tenu à l'Indian Institute of Technology à Madras en coopération avec le COSTED et l'Unesco. En outre, on a présenté la méthodologie et les résultats obtenus grâce au projet à l'occasion, notamment, d'une conférence sur l'enseignement scientifique et technique et sur les futurs besoins de l'homme organisée en août 1985 à Bangalore par le Comité pour l'enseignement de la science du CIUS, et à l'occasion d'une consultation d'experts sur les systèmes d'énergie rurale tenue en décembre 1985 à Katmandou sous les auspices de l'Unesco.

Archive des connaissances traditionnelles. Le but essentiel de ce projet est de créer une archive des connaissances à l'ère préindustrielle et d'encourager les spécialistes et les institutions à contribuer à son élargissement et à son utilisation. Le projet encouragera la création d'archives nationales analogues dans les pays en développement. Des consultations sont en cours avec des spécialistes pour aboutir à une définition satisfaisante des connaissances traditionnelles et étudier diverses possibilités s'agissant du contenu de l'archive. Des activités pilotes ont été lancées a) pour favoriser la création d'archives nationales, b) pour produire, à partir d'un répertoire des institutions et des experts déjà établi aux fins du projet, un ouvrage de référence sur les recueils de connaissances traditionnelles conservées dans les institutions du tiers monde et c) pour mettre au point un système de classification efficace qui permette de procéder aux recherches de base.

Mise en place de réseaux de villages. A ses activités antérieures - notamment celles relatives aux systèmes intégrés d'énergie rurale chinois - le Réseau vidéo de villages a pu ajouter, entre autres choses, l'organisation de séminaires de formation en Inde et au Canada (dans des communautés d'Inuits) et l'assistance fournie à un séminaire sur les outils du développement au Guyana, qui sera équipé d'installations vidéo. La formation dispensée dans ce cadre a montré qu'il est possible d'apprendre à utiliser la technique vidéo pour permettre à des personnes souvent analphabètes et

privées en pratique d'autres moyens de communication de s'exprimer et de communiquer. C'est ainsi qu'au Mali cette méthode a été utilisée pour la communication entre villages à l'occasion de la campagne d'alphabétisation des femmes. La Self-Employed Women's Association, à Ahmedabad (Inde), a utilisé la vidéo pour appeler l'attention des autorités compétentes sur des problèmes sociaux pressants.

Séminaire de haut niveau sur les problèmes mondiaux. Ce projet a fait l'objet de débats animés et de consultations approfondies auxquels ont participé des experts de nombreuses disciplines et professions. Un séminaire avait été tenu à ce sujet en 1982, suivi de réunions d'équipes et d'une série de consultations visant à définir la bonne méthode opérationnelle. Il est apparu qu'il fallait avant tout brancher le séminaire sur les problèmes et les besoins pressants du monde contemporain dans leur contexte régional propre. On envisage aujourd'hui de passer à l'exécution sous la forme d'une contribution de l'UNU à la préparation de jeunes spécialistes, cadres et décideurs, préparation qui devrait leur permettre de traiter des relations complexes qui existent entre divers problèmes intérieurs comme entre ces problèmes et divers facteurs extérieurs. Vu la persistance des crises qui l'affligent, l'Afrique sera la première à bénéficier de ce projet. Des contacts sont actuellement pris dans cette région avec divers instituts scientifiques, instituts de recherche et de formation et des organisations non gouvernementales. C'est dans ces dernières qu'on sélectionnera les participants au projet.

Aides pédagogiques. Au moment d'étudier comment utiliser les résultats de ses projets et d'autres activités en tant qu'aides pédagogiques dans divers contextes, l'Université s'efforcera de mettre au point des aides pédagogiques classiques (manuels) et d'autres approches (textes, exposés audio-visuels, etc.). Ces aides seraient utiles non seulement dans le contexte d'un enseignement structuré mais encore dans un contexte extra-scolaire. Il est prévu en outre que ces aides pourraient servir dans le contexte de la formation et de la diffusion.

En 1984-1985, on a envisagé d'exécuter des activités pilotes. Au nombre de ces activités figure la mise au point d'aides audio-visuelles (nutrition et soins de santé primaires) en coopération avec l'Université Javeriana et diverses autorités colombiennes intéressées. Ces aides ont été utilisées dans les programmes de la télévision nationale et aussi pour la formation d'agents paramédicaux. Le FISE a acquis des copies des programmes pour les distribuer à ses centres de Colombie et des pays voisins. On a également entrepris de mettre au point des cours fondés sur les résultats obtenus dans le cadre des projets relatifs aux objectifs, processus et indicateurs du développement, et de produire un manuel sur les problèmes sociaux du tiers monde à l'usage des universités.

Communication des connaissances à l'échelle mondiale : suivi du Colloque de 1985 et autres activités. Le concept d'acquisition des connaissances formulé dans la Perspective à moyen terme va au-delà de ce qu'on entend par éducation et enseignement scolaire, pour s'étendre à l'apprentissage de l'environnement naturel et social global. Vu les résultats des récentes recherches effectuées dans les divers domaines de l'acquisition des connaissances et vu la nécessité d'une enquête interdisciplinaire en la matière, l'UNU, l'Ontario Institute for Studies in Education (OISE) et

l'Agence canadienne de développement international ont organisé conjointement en mai 1985 un colloque sur la communication des connaissances à l'échelle mondiale. Une publication à caractère universitaire reproduisant les communications écrites faites pour ce colloque sera publiée au début du mois de janvier 1986 par les presses de l'Ontario Institute for Studies in Education. On travaillera également à une édition populaire de cet ouvrage destinée aux non-spécialistes. Simultanément, on poursuit la mise au point d'une grande série télévisée consacrée à la communication des connaissances à l'échelle mondiale. Enfin, on a étudié les propositions faites par le colloque quant aux activités futures.

d) Etude de faisabilité : création d'emplois et technologies nouvelles

122. Il est prévu que les technologies nouvelles auront une incidence marquée sur l'évolution sociale et économique des pays industrialisés et en voie d'industrialisation. Et pourtant, on ne saisit pas encore bien les incidences, en particulier sur le plan de la décentralisation, de la création d'emplois et de la croissance économique dans le contexte de ces technologies.

123. Pour répondre aux besoins particuliers des pays tant développés qu'en voie de développement, l'ONU a entrepris une étude de faisabilité sur 18 mois afin d'évaluer la viabilité d'un programme qui porterait sur les technologies nouvelles et l'emploi. Le Gouvernement néerlandais a décidé d'allouer 825 000 dollars à son exécution.

124. L'Université du Limbourg a accepté de fournir des bureaux et autres installations pour l'étude de faisabilité. M. Charles Cooper, directeur adjoint de l'Institut des études sociales, remplira à mi-temps les fonctions de directeur de l'étude. Il travaillera en collaboration avec l'Université du Limbourg (son département d'économie notamment).

125. Le projet de programme qu'on doit mettre sur pied à Maastrich pourrait permettre de faire la liaison entre bon nombre d'activités décrites ci-dessus, en particulier dans le domaine des technologies nouvelles de l'information dont on peut attendre, entre autres choses, qu'il aboutisse à la création d'emplois et à une meilleure compréhension et gestion de l'information aux fins de planification.

e) Formation à la science, à la technologie et à la société informationnelle

126. Au 1er décembre 1985, trois boursiers et un boursier spécial avaient achevé leur formation.

f) Publications

127. En 1985, les ouvrages ci-après ont été publiés :

"L'avenir du droit international dans un monde pluriculturel" (en anglais et en français), sous la direction de René-Jean Dupuy (Ed. Martinus Nijhoff, Pays-Bas)

"The Science and Praxis of Complexity", par S. Aida et autres.

Programme de recherche et de formation au Japon

128. A sa vingt-troisième session, tenue en juillet 1984, le Conseil a approuvé qu'on crée rapidement au Japon un institut de hautes études qui jouerait le rôle de centre de recherche et de formation. Il a également décidé qu'en attendant l'achèvement du bâtiment devant abriter le siège de l'ONU et la construction du bâtiment avoisinant tout devait être mis en oeuvre pour que l'institut puisse commencer ses travaux dans des locaux temporaires à Tokyo. Conformément aux conclusions adoptées par la réunion consultative internationale tenue en mai 1984, l'institut peut choisir pour son programme initial parmi les domaines suivants :

- a) science, technique et transformation sociale; b) recherches sur la paix;
- c) développement et problèmes mondiaux dans l'optique des sciences sociales;
- d) études en matière d'information, de langage et de communication; et e) les études de lettres dans un monde de plus en plus interdépendant et pluriculturel.

129. Après la vingt-troisième session du Conseil, le Recteur a créé un comité permanent composé des Vice-Recteurs et de son conseiller principal, et qui exerce une fonction d'orientation générale au regard du centre de recherche et de formation, du siège permanent et des activités de programme qui devraient précéder la création du centre.

130. Le Recteur est également sur le point de créer un groupe consultatif scientifique japonais chargé de le conseiller sur les moyens de développer la coopération avec les universitaires et les chercheurs japonais dans les domaines d'action prioritaires retenus par l'Université.

131. De 1981 à 1985, l'ONU a organisé quatre séminaires dits "de Tokyo". Le premier, tenu en décembre 1981 avec la participation de la Commission internationale sur les problèmes du désarmement et de la sécurité (Commission Palme), a été consacré au thème de la paix, du désarmement et de la sécurité internationale. Le deuxième, tenu en octobre 1982, a porté sur la sécurité régionale et le troisième (avril 1984), sur la paix, la science et la technique. Le quatrième enfin, qui s'est tenu en février 1985, a été consacré à l'évaluation scientifique des effets climatiques et biologiques de la guerre nucléaire.

132. L'Université a également organisé en septembre à Hakone (Japon), avec le concours de l'Université Aoyama Gakuin, de l'Université Chuo, de l'International Christian University, de l'International University of Japan, de l'Université Keio, de l'Université Sophia et du College d'enseignement supérieur Tsuda, un séminaire mondial 1985 sur les organisations internationales, à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. L'Université a par ailleurs coparrainé en novembre 1985 à Tokyo, avec la Japan Society of Information and Communication, et avec le concours de la Fondation japonaise pour l'Université des Nations Unies, une réunion sur le thème de la communication au service du développement.

133. Dans le cadre de ses activités visant à établir des liens plus étroits avec les universitaires japonais et le grand public, l'Université a reçu en juin 1985 au centre de Tokyo une réunion de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales. Les participants ont examiné la question des mouvements involontaires de population et les problèmes rencontrés par les autochtones. La réunion a été suivie d'un forum public sur le thème de l'éthique et de la survie de l'homme au cours de laquelle on a débattu des activités de la

Commission et notamment de son rapport sur l'Afrique ("Famine : la catastrophe est-elle imputable à l'homme?"). Ce forum était parrainé par la Commission, l'ONU et l'Institut national pour la promotion de la recherche au Japon.

134. Des contacts ont été pris avec le Ministère de l'éducation pour obtenir son appui en faveur des activités prioritaires auxquelles participent des experts et organismes japonais. Les projets porteront sur des questions relevant des sciences naturelles et sociales.

Formation au Programme de l'Université

135. Mis à part la formation que l'Université assure depuis 1976, on élabore et on met en place de nouvelles méthodes au fur et à mesure que les activités de recherche entreprises dans le cadre du programme donnent des résultats. Les bourses attribuées durant l'année concernaient sept secteurs de programme : paix et résolution des conflits, systèmes et politiques énergétiques, politique et gestion des ressources, alimentation, nutrition, biotechnologie et pauvreté, relation alimentation-énergie, développement humain et social, perspectives régionales, et science, technique et société informationnelle.

136. Au 31 décembre 1985, 122 boursiers et trois boursiers spéciaux étaient en cours de formation tandis que 108 boursiers et 15 boursiers spéciaux potentiels avaient été recensés. En fin d'année, 72 boursiers et 10 boursiers spéciaux avaient terminé leur formation. Par secteur de programme, la répartition des boursiers est la suivante (on trouvera les détails sous les rubriques correspondant aux secteurs de programme et projets respectifs) :

<u>Secteurs de Programme</u>	<u>En cours de formation</u>	<u>Boursiers potentiels</u>	<u>Nombre de boursiers formés depuis 1976</u>
Paix et résolution des conflits	-	1	-
Systèmes et politiques énergétiques	27	2	86
Politique et gestion des ressources	14	15	102
Alimentation, nutrition, biotechnologie et pauvreté	63	96	328
Relation alimentation-énergie	2	-	6
Développement humain et social	13	8	12
Perspectives régionales	3	1	-
Science, technique et société informationnelle	3	-	1

Diffusion dans le cadre du Programme de l'Université

137. Parmi les activités de diffusion des résultats des recherches entreprises par l'Université on mentionnera l'établissement et la consolidation des relations entre les organismes scientifiques et professionnels qui travaillent avec les divisions respectives, ainsi que la mise sur pied de procédures permettant de diffuser les

résultats obtenus parmi les utilisateurs potentiels - universitaires, décideurs, organisations internationales, utilisateurs finals, etc. Au nombre des procédures les plus courantes figurent la publication de revues et journaux scientifiques, du bulletin de l'UNU (Travaux en cours), ainsi que les contributions de l'UNU au Forum du développement. On mentionnera encore les activités audio-visuelles et informatiques, l'information active et les services bibliothèque.

138. Pendant la période considérée, l'Université a publié 19 ouvrages dont 12 en collaboration avec d'autres organisations; six volumes (21 numéros) de trois revues de l'UNU, à savoir ASSET (11 numéros), le Food and Nutrition Bulletin (six numéros) et Mountain Research and Development (quatre numéros), et six publications de réseau. De nombreux autres ouvrages ont été publiés par des institutions membres de réseaux fonctionnant dans le cadre du Programme de l'Université. (On trouvera une liste complète des publications parues en 1985, voir à l'annexe V du présent rapport).

139. Certaines publications parues durant 1985 sont les produits de projets déjà terminés. Il s'agit des publications suivantes :

Transfert de technologie, transformation et développement : projet relatif à l'expérience japonaise

"Industrial Pollution in Japan", publié sous la direction de Ui Jun (édition japonaise)

"Technological Innovation and the Female Labour Force", publié sous la direction de Nakamura Masanori (édition japonaise)

Projet relatif aux objectifs, processus et indicateurs du développement

"Development as Social Transformation: Reflections on the Global Problematique", par Herb Addo, en collaboration (Hodder & Stoughton Limited)

"Social Indicators for Human Development", par Ian Miles (Frances Pinter)

"Self and Society: A Study in Gandhian Thought", par Ramashray Roy (Sage Publications, Inde)

Options de développement socioculturel dans un monde en transformation

"La transformación del mundo 2: Economía Y sociedad", publié sous la direction de Mike Gonzalez, en collaboration (Siglo Veintiuno Editores)

"La transformación del mundo 3: Culture y pensamiento", publié sous la direction d'Anisuzzaman, en collaboration (Siglo Veintiuno Editores)

140. Le passage du titre Newsletter à celui de Travaux en cours reflète une intégration plus poussée aux activités de programme de l'UNU. Les trois premiers numéros de Travaux en cours ont porté sur les thèmes suivants : "La gestion de la complexité" (rapport préliminaire sur le colloque de 1984 consacré à la complexité); "L'UNU à dix ans" (numéro spécial consacré au dixième anniversaire de l'Université); et "Ombre sur les forêts humides" (rapport préliminaire sur la réunion de 1985 consacrée aux interactions dans les régions tropicales humides).

141. Durant l'année, le nombre des bibliothèques dépositaires des publications de l'UNU est passé de 40 à 51. Des mesures ont été prises pour continuer de mettre à jour les services de bibliothèque, de documentation et les autres services connexes de l'Université et pour coordonner ses services de bibliothèque et de documentation avec les services japonais analogues et avec les organismes du système des Nations Unies et les établissements d'enseignement et de recherche intéressés à l'échelle internationale. On a poursuivi l'analyse des activités automatisées d'information et de documentation de l'UNU en vue de mieux les adapter, sur les plans conceptuel et pratique, aux tâches d'administration et de programmation. De même, on a poursuivi la mise en place d'un système à mémoire interne et automatisé aussi efficace que possible.

142. Dans le cadre de l'information active, deux conférences d'une série organisée par l'UNU sur des thèmes de la Perspective à moyen terme ont eu lieu pendant l'année. A la première, donnée en mai à Philadelphie (Etats-Unis d'Amérique) sur le thème I (Paix, sécurité et transformation), S. Exc. le Cardinal Sin, archevêque de Manille, a parlé des droits de l'homme et de la pauvreté. A propos du même thème, M. Albert Tevoedjre (Bénin) a parlé des droits de l'homme et de la démocratie en Afrique lors d'une conférence organisée en octobre à Bonn par la Fondation germano-africaine.

143. Parmi les activités audio-visuelles de l'Université en 1985 on mentionnera les suivantes : coopération avec les agences de presse nationales et internationales BBC et ITV (Royaume-Uni), NHK (Japon), TF1 (France) et Visnews, en vue de la production d'un programme vidéo sur le thème "interactions climatiques, biotiques et humaines dans les régions tropicales humides : végétation et interactions en Amazonie" (reportage sur la conférence internationale tenue au Brésil en juillet 1985); production d'une vidéocassette consacrée à l'industrialisation comparée du Japon et de la Colombie au cours de la période de 55 ans écoulée; et contributions au programme spécial de la télévision espagnole sur l'UNU diffusé le 29 juillet 1985 (participation du Recteur et d'un membre d'une institution associée en Espagne).

IV. DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL ET MOBILISATION DE FONDS

A. Développement institutionnel

144. WIDER. En 1985, l'Institut mondial de recherche sur l'économie du développement (WIDER), premier centre de recherche et de formation de l'Université, a commencé de fonctionner à Helsinki. Au début de l'année, M. Lal Jayawardena, économiste sri-lankais, avait été nommé le premier au poste de directeur de cet institut et il est entré en fonctions à Helsinki le 1er avril 1985. A sa vingt-cinquième session, tenue en juillet 1985 à Mexico, le Conseil s'est félicité des résultats obtenus par le Directeur et, en particulier, du rapide développement des activités de fond du WIDER. A sa première réunion, en mai 1985, le Conseil d'administration du WIDER a retenu trois thèmes de recherche pour la période biennale 1985-1986. Ce sont : 1) faim et pauvreté - le milliard d'habitants le plus pauvre; 2) monnaie, finances et commerce - une réforme pour le développement mondial; 3) développement et transformation technologique - la gestion du changement. A ce jour, le Gouvernement finlandais a versé 11 002 712 dollars au titre de son annonce de contribution de 25 millions de dollars au Fonds de dotation de l'Université pour le WIDER et 1 844 996 dollars au titre de sa contribution aux dépenses de fonctionnement de l'Institut. Au cours de la période considérée, l'Université a poursuivi ses efforts en vue d'accroître les ressources des fonds de dotation et de fonctionnement.

145. Institut de hautes études sur les ressources naturelles en Afrique. En 1985, l'Université a poursuivi ses consultations avec plusieurs gouvernements et organisations internationales sur le projet de création de cet institut. Elle a établi un prospectus décrivant dans leurs grandes lignes l'Institut et son programme de travail initial, et elle a convoqué, pour préparer une conférence des donateurs, une réunion technique de représentants d'organisations et de gouvernements qui s'intéressent à l'Institut afin d'obtenir des commentaires et des suggestions concernant les modifications à apporter au document et agrandir le cercle de ses utilisateurs potentiels. Le Gouvernement français a généreusement accepté d'accueillir la réunion en juin 1985 à Paris. Les représentants des Gouvernements canadien, costa-ricien, français, italien, ivoirien et zambien ont assisté à cette réunion, ainsi que les représentants de l'Agence japonaise de coopération internationale, de la Banque mondiale, du PNUD, de l'OCDE, de la Commission des communautés européennes, du Secrétariat du Commonwealth, de la Banque africaine de développement, de la Commission économique pour l'Afrique et du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

146. Au début de juin, l'Université a signé avec le Gouvernement zambien un mémorandum d'accord portant sur l'accueil par le gouvernement du groupe des ressources minérales de l'Institut à l'Ecole des mines de l'Université de Zambie, et aussi sur une contribution zambienne de 2 millions de dollars à l'Université des Nations Unies pour financer les activités de l'Institut. L'Université a également signé avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA) un mémorandum d'accord tendant à instaurer une coopération efficace entre l'Institut et d'autres institutions régionales à l'échelle du continent. A sa session de juillet 1985, à Addis-Abeba, l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA a adopté une résolution approuvant la création de l'Institut et prenant note de sa première série d'objectifs prioritaires. Elle a lancé un appel à divers bailleurs de fonds potentiels pour leur demander de financer les activités de l'Institut dans le cadre de la coopération internationale.

147. A sa vingt-cinquième session, tenue en juillet 1985 à Mexico, le Conseil de l'Université s'est félicité des progrès accomplis sur la voie de la création de l'Institut. Il a remercié à nouveau le Gouvernement ivoirien de s'être généreusement offert à accueillir le siège de l'Institut, et le Gouvernement zambien de s'être offert à accueillir le groupe des ressources minérales de l'Institut, comme d'avoir annoncé une contribution de 2 millions de dollars en sa faveur.

148. L'Université poursuit ses efforts pour mobiliser les ressources nécessaires à l'Institut, en collaboration avec les gouvernements et les organisations internationales qui ont participé à la réunion de Paris préparatoire de la conférence des donateurs, ainsi qu'avec l'Arabie saoudite, le Programme du Golfe arabe pour les organismes de développement des Nations Unies, le Conseil de coopération pour les Etats arabes du Golfe, le Bureau arabe de l'éducation pour les Etats arabes du Golfe, le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et un certain nombre de fondations et d'autres sources. L'Université participe avec le PNUD et divers autres organismes des Nations Unies à l'élaboration de divers projets pour lesquels l'Institut bénéficierait du financement du PNUD. Les Etats africains parties à la Convention de Lomé sont intervenus auprès du Fonds européen de développement pour obtenir un financement au bénéfice de l'Institut. L'Université a récemment été informée que le Gouvernement français avait en principe accepté d'accueillir à Paris au début de 1986 une conférence des donateurs.

149. Institutions associées. Durant la période considérée, le Conseil a désigné deux nouvelles institutions associées de l'Université :

a) Universidade de Sao Paulo (Brésil);

b) Université de Nairobi (Kenya).

B. Appels de fonds

150. Comme en témoigne l'expérience de l'Université, ses possibilités de mobiliser des fonds sont étroitement liées au développement de ses programmes et de ses institutions. Du 1er janvier au 13 décembre 1985, des contributions d'un montant de 11 713 867 dollars ont été soit annoncées soit versées par 14 gouvernements. Au 13 décembre, les contributions annoncées par 42 gouvernements aux Fonds de dotation et de fonctionnement (y compris les fonds destinés au WIDER) totalisaient 177,2 millions de dollars, dont 147,3 millions effectivement reçus. Plusieurs gouvernements, institutions et organisations diverses ont fait des contributions indirectes en espèces et en nature à l'Université, notamment sous forme de fonds additionnels pour les institutions associées de l'UNU et autres institutions coopérantes et au titre de grands projets intéressant diverses parties du monde.

151. A sa vingt-cinquième session, tenue en juillet à Mexico, le Conseil a examiné le rapport du Recteur sur la mobilisation de fonds et s'est félicité des plans concrets présentés par celui-ci pour renforcer l'assise financière de l'Université et mettre en oeuvre la stratégie de mobilisation des fonds. L'objectif prioritaire prévu dans cette stratégie consiste à recueillir des contributions additionnelles pour le Fonds de dotation; le second objectif est d'obtenir des gouvernements et d'autres sources qu'ils versent des contributions supplémentaires de fonctionnement sur une base annuelle faute des contributions au Fonds de dotation; le troisième réside dans l'augmentation de l'aide en espèces et en nature pour l'exécution de programmes et projets déterminés, cela afin d'atténuer les pressions auxquelles est soumis le Fonds de dotation et d'accroître le montant global des ressources de l'Université. Ces plans sont en cours d'exécution.

ANNEXE I

Membres du Conseil de l'Université des Nations Unies

Note : les noms des membres qui ont été nommés pour la période 1980-1986 figurent ici sans astérisque. Les membres nommés pour la période 1983-1989 sont indiqués par un astérisque (*). Ceux nommés en mai 1985 pour la période 1983-1989 sont indiqués par deux astérisques (**).

- M. Victor Urquidi, président du Colegio de México, Mexico, ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977) (président du Conseil)
- M. Ungku Abdul Aziz, recteur de la University of Malaya (Kuala Lumpur) (vice-président et président du Comité sur le développement institutionnel et programmatique)
- *M. Bakr Abdullah Bakr, recteur de l'Université du pétrole et des ressources minérales, Dhahran (Arabie saoudite) (vice-président et président du Comité sur les statuts, règlements et directives)
- *M. Bashir Bakri, professeur invité en sciences économiques et sociales, Université de Khartoum; président de la Banque nationale du Soudan, Khartoum; ancien ambassadeur du Soudan en France; ancien membre suppléant du Conseil exécutif de l'Unesco à Paris
- *Mme Marie-Thérèse Basse, conseillère technique au cabinet du Président de la République du Sénégal, Dakar; ancienne directrice de l'Institut des techniques alimentaires de l'Université du Sénégal à Dakar; ancienne représentante du Sénégal auprès de la FAO, à Rome
- *M. André Blanc-Lapierre, professeur au Laboratoire des transmissions et des systèmes de l'Ecole supérieure d'électricité de l'Université de Paris XI, Gif-sur-Yvette (France); ancien directeur général de l'Ecole supérieure d'électricité; membre de l'Académie des sciences françaises et de l'Académie pontificale des sciences; ancien directeur de l'Institut des études nucléaires et du Laboratoire d'accélérateurs linéaires de Paris
- *M. Jozsef Bogнар, directeur de l'Institut de l'économie mondiale de l'Académie hongroise des sciences et président du Conseil scientifique de l'économie mondiale, Budapest
- Mme Elise Boulding, professeur honoraire et présidente de l'Institut des Nations Unies, Dartmouth College, New Hampshire (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Satish Chandra, professeur au Centre des études historiques de l'Université Jawaharlal Nehru, New Delhi; ancien président de la Commission des bourses universitaires; ancien doyen de l'Ecole des sciences sociales de l'Université Jawaharlal Nehru
- *Mme Mercedes B. Concepción, doyenne de l'Institut démographique de l'Université des Philippines, Manille (vice-présidente)

- M. Donald E. U. Ekong, vice-chancelier de l'Université de Cross River State à Uyo, Cross River State (Nigéria)
- **M.** Helge Gyllenberg, professeur de microbiologie, Département de microbiologie de l'Université d'Helsinki, Helsinki
- M. André Louis Jaumotte, ancien recteur; président honoraire du Conseil; professeur à la Faculté d'ingénierie; directeur de l'Institut de mécaniques appliquées de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles; président du Comité pour l'évaluation de l'énergie nucléaire, Bruxelles (vice-président et président du Comité sur les finances et du budget)
- M. Reimut Jochimsen, ministre de l'économie et de la technologie de l'Etat de Rhénanie du Nord-Westphalie, Düsseldorf; professeur d'économie à l'Université de Kiel (République fédérale d'Allemagne); ancien ministre de la science et de la recherche de l'Etat de Rhénanie du Nord-Westphalie; ancien secrétaire permanent du Ministère fédéral de la science et de l'éducation de la République fédérale d'Allemagne; ancien membre du Conseil de l'Université des Nations Unies (1974-1977)
- M. F. S. C. P. Kalpage, secrétaire au Ministère de l'enseignement supérieur; président de la Commission des bourses universitaires; vice-président du Conseil national de la science, Colombo
- *M.** Walter Joseph Kamba, vice-chancelier, professeur de droit et ancien vice-principal de l'Université du Zimbabwe, Harare (Zimbabwe); ancien doyen de la Faculté de droit de l'Université de Dundee (Ecosse); ancien chargé de cours et maître de conférence de droit comparé et de science juridique à la London University (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- Sir Joseph Kendrew, président du St. John's College de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni); ancien directeur général du laboratoire européen de biologie moléculaire, Heidelberg (République fédérale d'Allemagne); ancien secrétaire général du Conseil international des unions scientifiques, Paris
- **M.** Gerald Cecil Lalor, vice-chancelier par intérim, University of the West Indies, Kingston
- *Mme** Maria de Lourdes Pintasilgo, ancienne ambassadrice du Portugal auprès de l'Unesco, Paris; ancien ministre des affaires sociales; ancien secrétaire d'Etat à la sécurité sociale; ancien premier ministre par intérim du Portugal (vice-présidente)
- *M.** Yevgeniy M. Primakov, directeur de l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales de l'Académie des sciences de l'URSS
- M. Shizuo Saito, membre du Conseil d'administration de l'UNITAR; membre de la Commission nationale japonaise pour l'Unesco; conseiller spécial au Centre de la presse étrangère du Japon; professeur à l'Université Aoyama Gakuin à Tokyo
- M. Charles Valy Tuho, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire en Belgique, Bruxelles; ancien recteur de l'Université nationale de la Côte d'Ivoire, Abidjan;

- *M. Alberto Wagner de Reyna, ancien ambassadeur du Pérou auprès de l'Unesco, Paris; ancien ambassadeur auprès de la République fédérale d'Allemagne, de la Colombie, de la Yougoslavie et de la France; ancien secrétaire général des affaires étrangères du Pérou (président du Comité de rédaction du rapport du Conseil)
- *Mme Zhao Dihua, directrice adjointe de la Division des sciences et de la méthodologie de l'information de l'Institut chinois de l'information scientifique et technique, Beijing; ancien expert de l'information audit Institut

Recteur

M. Soedjatmoko

Membres de droit

- M. Javier Pérez de Cuéllar, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, New York
- M. Amadou-Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Paris
- M. Michel Doo Kingué, directeur général de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, New York

ANNEXE II

Coordonnateurs, membres du personnel supérieur et administrateurs, et directeurs et consultants principaux de programme de l'Université des Nations Unies

A. Coordonnateurs de l'UNU

- M. Ismail Sabri Abadalla (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), président du Forum du tiers monde, Le Caire
- M. Anouar Abdel-Malek (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Centre national de la recherche scientifique, Maison des sciences de l'homme, Paris
- M. James O. Adejuwon (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Département de géographie de l'Université d'Ife, Ile-Ife (Nigéria)
- M. Kamaluddin Ahmad (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de la nutrition et des sciences de l'alimentation de l'Université de Dacca, Dacca (Bangladesh)
- M. Samir Amin (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), projet de l'UNITAR sur les "stratégies pour le futur de l'Afrique", Dakar
- M. B. L. Amla (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut central de technologie alimentaire, Mysore (Inde)
- M. C. S. Ang (coordonnateur de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Département de génie électrique de la University of Malaya, Kuala Lumpur
- M. Salvador Barber (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Instituto de Agroquímica y Tecnología de Alimentos, Valence (Espagne)
- M. Mostéfa Boudiaf (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Ecole polytechnique d'architecture et urbanisme, Alger
- Mme Ruth Brown-Weiss (coordonnatrice de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Georgetown University, Washington
- M. Gerardo Budowski (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), chef du programme sur les ressources naturelles renouvelables du Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)
- M. Saneh Chamarik (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales, directeur de l'Institut de recherche Thai Khadi de l'Université Thammasat, Bangkok

- M. Arnaldo Chibbaro (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), chef du Service de coopération financière et technique extérieure du Centre de recherche et de formation en matière d'agriculture tropicale, Turrialba (Costa Rica)
- M. H. C. Clark (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), vice-président de l'Academic University de Guelph, Guelph, Ontario (Canada)
- M. Ricardo Cordova (coordonnateur régional de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale, Mexico)
- M. Peter J. Dart (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), Département de génétique de l'Ecole de recherche des sciences biologiques, Australian National University, Canberra
- M. Randolph David (coordonnateur sous-régional, Division des études régionales et mondiales), Université des Philippines, Manille
- M. S. N. Eisenstadt (coordonnateur de projet, division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Faculté des sciences sociales de l'Université hébraïque de Jérusalem, Jérusalem (Israël)
- M. Mohamed Ahmed El Rashid (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut des études de l'environnement de l'Université de Khartoum (Soudan)
- M. Luis Fajardo (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Universidad del Valle, Cali (Colombie)
- M. F. G. Foster (coordonnateur de projet), président du Programme de la conception des systèmes, Trinity College, Université de Dublin, Dublin
- M. Julius Frank (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement, secrétaire exécutif de l'Institut canadien de santé animale, Manotick, Ontario (Canada)
- M. Ingvar B. Fridleifsson (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Office national de l'énergie, Reykjavik (Islande)
- M. Yona Friedman (coordonnateur de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Centre de communication des connaissances scientifiques au service de l'autosuffisance, Paris (France)
- M. M. H. N. Golden (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), directeur du Groupe de recherche du métabolisme tropical, University of the West Indies, Kingston
- M. Hernando Gómez-Buendía (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), FEDESARROLLO, Bogotá
- M. Pablo Gonzalez Casanova (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Institut de recherches sociales de l'Universidad Nacional Autonoma de México, Coyoacan (Mexique)

- M. Fernando Groisman (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Instituto de Economia Energética, Fundación Bariloche, San Carlos de Bariloche (Argentine)
- M. J. Hautvast (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), directeur du cours international des sciences de l'alimentation et de la nutrition au Département de nutrition humaine de l'Université d'agronomie, Wageningen (Pays-Bas)
- M. Patrick Healey (coordonnateur de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Global Learning Associates Inc., Kent (Royaume-Uni)
- M. Amilcar Hererra (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Universidade Estadual de Campinas, Sao Paulo (Brésil)
- M. Kenichiro Hirano (coordonnateur sous-régional, Division des études régionales et mondiales), Université de Tokyo (Japon)
- M. Shinichi Ichimura (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Centre d'études sur le Sud-Est asiatique de l'Université de Kyoto (Japon)
- M. Jack D. Ives (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Département de géo-écologie alpine de l'Université du Colorado, Boulder, Colorado (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Amir Karamoy (coordonnateur de projet régional, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Institut de recherche sociale et économique, d'éducation et d'information de Jakarta
- M. Janusz Kuczynski (coordonnateur de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), rédacteur en chef de Dialectique et humanisme, Académie polonaise des sciences, Varsovie
- M. Tai-Wan Kwon (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), directeur de la Division des sciences biologiques et de l'ingénierie; directeur des programmes internationaux de l'Institut supérieur coréen des sciences et des techniques, Séoul
- M. Thomas A. Lawand (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), directeur du Brace Research Institute, Faculté d'ingénierie (MacDonald College) de l'Université McGill, Montréal (Canada)
- M. François Le Guay (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut économique et juridique de l'énergie, Centre national de la recherche scientifique, Université des sciences sociales de Grenoble, Grenoble (France)
- M. Maurice Lévy (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), Musée national des sciences, des techniques et des industries, Paris

- M. Boukabar Ly (coordonnateur régional de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Maître assistant de sociologie, Université de Dakar, Faculté des lettres et sciences humaines, Département de philosophie, Dakar, Sénégal
- Mme Eleonora Masini (coordonnatrice de projet, Division des études sur le développement), présidente de la Fédération des études mondiales sur le futur, Rome
- M. Bruno Messerli (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de géographie de l'Université de Berne, Berne
- M. D. L. Moore (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), directeur de l'Office of Sponsored Research and International Exchange de la University of New South Wales, Nouvelle-Galles du Sud (Australie)
- M. Thomas R. Odhiambo (coordonnateur de projet, cabinet du Recteur), directeur du Centre international de physiologie et d'écologie des insectes, Nairobi
- M. Richard Orraca-Tetteh (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Département de nutrition et des sciences de l'alimentation de l'Université du Ghana, Legon (Ghana)
- M. Philip Payne (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), directeur du Département de nutrition humaine de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, Londres
- M. William M. Rand (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Programme international d'alimentation et de nutrition du Massachusetts Institute of Technology, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique)
- M. José Riumallo (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut des techniques de nutrition et d'alimentation, Université du Chili, Santiago
- M. Luis Fernando Sanz (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Faculté d'ingénierie et Faculté des sciences économiques de l'Universidad de los Andes, Bogotá
- M. Lotika Sarkar (coordonnateur de projet régional, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Centre d'étude pour la promotion de la femme, New Delhi
- M. C. V. Seshadri (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Centre de recherche Shri Amm Murugappa Chettiar, Division de la photosynthèse et de l'énergie, Madras (Inde)
- Mme Mercedes Solon (coordonnatrice résidente, Division des études sur le développement), Centre de nutrition des Philippines, Makati, Manille
- M. Rodolfo Stavenhagen (coordonnateur de projet, Division des études régionales et mondiales), Colegio de México, Mexico

- Mme Sally Stuart (coordonnatrice de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale, Martha Stuart Communications, Inc., New York)
- M. H. S. Tan (coordonnateur de projet, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), Département de génie électrique de la University of Malaya, Kuala Lumpur
- M. Keiji Umeda (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut national de recherche alimentaire, Tsukuba (Japon)
- M. Victor Valverde (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de nutrition d'Amérique centrale et du Panama, Guatemala
- M. Aree Valyasevi (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de nutrition de l'Université Mahidol, Bangkok
- M. Batilloi Warritay (coordonnateur de projet régional, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), African Council on Communication Education, Nairobi, Kenya
- M. Ponna Wignaraja (coordonnateur sous-régional, Division des études régionales et mondiales), Participatory Institute for Development Alternatives, Colombo
- M. Wu Chuan-chun (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de géographie de l'Académie chinoise des sciences, Beijing
- M. Klaus Birger Wulff (coordonnateur de projet régional, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale), secrétaire général des Services universitaires mondiaux, Genève (Suisse)
- M. Xiao Chun-lin (coordonnateur résident, Division des études sur le développement), Institut de conversion de l'énergie de Guangzhou, Académie chinoise des sciences, Guangzhou (Chine)
- M. Vernon Young (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), INFOODS, Massachusetts Institute of Technology, Massachusetts (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Setsuko Yukawa (coordonnateur de projet, Division des études sur le développement), professeur de sciences économiques à l'Université Kyoto Sangyo, Kyoto (Japon)

B. Membres du personnel supérieur et administrateurs

Cabinet du Recteur

- M. Soedjatmoko, recteur
- M. Michio Nagai, conseiller principal du Recteur
- M. S. Chidambaranathan, administrateur exécutif
- M. Vishakan Krishnadasan, conseiller juridique
- M. Amadio A. Arboleda, fonctionnaire chargé des affaires du Conseil
- Mme Kathleen Newland, assistante spéciale du Recteur

Service de planification et d'évaluation

M. Wolfgang Buss, administrateur hors classe chargé de la planification et de l'évaluation
Mme Ockhyum-Kim Bassin, administratrice chargée de la planification et de l'évaluation

Planification institutionnelle et mise en valeur des ressources

M. Alexander A. Kwapong, vice-recteur
M. Vagn Kjellberg, administrateur chargé des relations avec les gouvernements et les institutions
M. Max Bond, administrateur de programme (adjoint de 2ème classe)

Division des études sur le développement

M. Nevin S. Scrimshaw, directeur
M. Robert Kokke, administrateur de programme (hors classe)
M. Walter C. Shearer, administrateur de programme (hors classe)
Mme Kathleen Landauer, administratrice de programme
Mme Akiko Hashimoto, administratrice de programme
Mme Kumiko Ishikawa, administratrice de programme (adjoite de 2ème classe)

Division des études régionales et mondiales

M. Kinhide Mushakoji, vice-recteur
M. Janusz Golebiowski, administrateur de programme (hors classe)
M. Takeo Uchida, administrateur de programme
M. George Aseniero, administrateur de programme

Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

M. Edward W. Ploman, vice-recteur
M. Cecil Blake, administrateur de programme (hors classe)
M. José Mata, coordonnateur des services de traduction et d'interprétation
M. Saviour Boluda, administrateur de programme

Services culturels

M. Shigeo Minowa, chef
Mlle Yasuko Tashiro, traductrice
M. James E. Ricketson, préparateur et correcteur d'épreuves
Mlle Tanya Korinfsky, préparatrice et correctrice d'épreuves

Services de l'information

M. John M. Fenton, administrateur chargé des services de l'information
M. Shin Kawai, fonctionnaire de l'information (Japon)
M. Jonathan Holliman, fonctionnaires chargé des publications et de la recherche

Groupe des services audio-visuels

M. Jean-Marc Pottiez, fonctionnaire chargé des activités audio-visuelles

Services d'informatique

M. Hiroaki Kimata, chef

Services administratifs

M. Douglas T. Manson, fonctionnaire d'administration

M. Rabinder N. Malik, chef des services de conférence et des services généraux

M. Ryuto Kawade, fonctionnaire d'administration

M. Vira Danvivathana, chef des services du personnel

M. Akio Komatsuki, chef des services financiers et attaché de liaison auprès du Gouvernement japonais

M. Barry de Crummere, fonctionnaire des finances

Bureau de liaison de New York

M. José V. Abueva, directeur

M. Ivan Kanterovitz, fonctionnaire d'administration

Bureau de l'ONU en Europe (Londres)

M. Arthur Collingsworth, directeur

ONU/Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement UNU/WIDER)

M. Lal Jayawardena, directeur

M. Hema Perera, directeur de recherche

M. Nanak Kakwani, directeur de recherche

M. R. A. Fleming, attaché de liaison

M. Jan E. Johansson, fonctionnaire des finances et d'administration

C. Directeurs et consultants principaux de programme*

M. Mogens Jul, consultant de programme, Division des études sur le développement

M. Gérard T. Keusch, consultant de programme, Division des études sur le développement

M. Rajni Kothari, directeur de programme, Division des études régionales et mondiales

M. Walther Manshard, directeur de programme, Division des études sur le développement

Lord Perry, consultant principal, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

M. Ernesto Pollitt, consultant de programme, Division des études sur le développement

M. Ignacy Sachs, directeur de programme, Division des études régionales et mondiales

M. Chandra Soysa, consultant principal, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

Mme Ines Wesley-Tanaskovic, consultant principal, Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale

M. Roger Whitehead, consultant de programme, Division des études sur le développement

* Hors siège.

ANNEXE III

Membres du Conseil d'administration de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement

Membres nommés

- Dr. Abdlatif T. Al-Hamad (Koweït), ancien ministre des finances du Koweït; membre de la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales (Commission Brandt)
- M. B. T. G. Chidzero (Zimbabwe), ministre des finances de la planification du Zimbabwe
- M. Ralf Dahrendorf (République fédérale d'Allemagne), ancien directeur de la London School of Economics and Political Science (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
- M. Albert O. Hirschmann (Etats-Unis d'Amérique), professeur de science sociale à l'Institute for Advanced Studies de l'Université de Princeton, New Jersey (Etats-Unis d'Amérique)
- M. Pentti J. K. Kouri (Finlande), professeur d'économie internationale à la New York University (Etats-Unis d'Amérique)
- Mme Carmen Miro (Panama), directrice du Centre des études latino-américaines (Panama)
- M. Saburo Okita (Japon), président de l'International University of Japan; ancien ministre des affaires étrangères du Japon
- M. Amartya Sen (Inde), titulaire de la chaire Drummond d'économie politique, fellow de l'All Souls College de l'Université d'Oxford (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) (a démissionné en août 1985)
- M. Janez Stanovnik (Yougoslavie), membre du Comité de la planification du développement de l'ONU et de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (Yougoslavie)
- M. Mahbub ul Haq (Pakistan), ministre de la planification et du développement du Pakistan; ancien directeur de la planification des politiques à la Banque mondiale (Etats-Unis d'Amérique)

Membres de droit

- M. Soedjatmoko, recteur de l'Université des Nations Unies, Tokyo
- M. Lal Jayawardena, directeur de l'Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement (WIDER), Helsinki

ANNEXE IV

Collaboration avec des organismes internationaux, universitaires et scientifiques

	Organisme	Projet	Division*	Pays
1	Académie de droit international de La Haye	Recherche/formation sur le patrimoine mondial commun	DCCEM	Pays-Bas
2	Agence canadienne de coopération pour le développement international	Appui pour un colloque/séminaire de haut niveau	DCCEM	Canada
3	Agence de développement technologique suisse	Appui de l'Université de Berne pour des recherches sur les hautes terres-basses terres	DED	Suisse
4	Bedford Institute of Oceanography	Collaboration au projet "Complexité"	DCCEM	Canada
5	Centre de développement pour l'Asie et le Pacifique (CDAP)	Collaboration au projet relatif aux perspectives en Asie	DERM	Malaisie
6	Centre de recherche pour le développement international (IDRC)	Appui du Groupe de l'énergie chargé d'évaluer certaines recherches et techniques	DED	Canada
7	Centre de recherche pour le développement international (IDRC)	Appui au projet relatif aux perspectives latino-américaines	DCCEM	Canada
8	Centre de recherche pour le développement international (IDRC)	Planification et gestion de l'énergie (appui à l'Université du Chili)	DED	Canada
9	Centre de recherche pour le développement international (IDRC)	Appui au projet relatif à l'informatisation en matière de biotechnologie	DED	Canada
10	Centre international de physique théorique (CIPT)	Formation à la technique des microprocesseurs	DCCEM	Italie
11	Centro de Estudos e Documentacao para Acao Convenitaria (CEDAC)	Collaboration à un sous-projet sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	
12	Centro de Investigaciones de Energía, Desarrollo y Ambiente (CEUR)	Collaboration à un sous-projet sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Argentine
13	CEPALC	Collaboration à un sous-projet sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	

	Organisme	Projet	Division*	Pays
14	Collège d'enseignement supérieur Turku Rahman	Formation à la technique des microprocesseurs	DCCEM	Malaisie
15	Collège d'enseignement supérieur Tsuda	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCCEM	Japon
16	Comité administratif de coordination - Sous-Comité de la nutrition (CAC-SCN)	Appui du Séminaire sur les déficiences caloriques	DED	
17	Comité du CIUS pour la science et la technique au service du développement (COSTED)	Collaboration au projet relatif au transfert des connaissances scientifiques au niveau local	DCCEM	
18	Comité pour l'anthropologie nutritionnelle de l'UISN	Etablissement d'un répertoire	DED	
19	Comité scientifique chargé des problèmes de l'environnement (SCOPE)	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	
20	Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales	Collaboration au forum sur l'éthique de la survie humaine		
21	Commission indépendante sur les problèmes du désarmement et de la sécurité (Commission Palme)	Appui au projet relatif à la sécurité et au développement	DERM	
22	Commission internationale de l'anthropologie et de l'alimentation (ICAF)	Etablissement d'un répertoire	DED	
23	Communauté économique européenne (CEE)	Appui pour les études de cas en matière de planification et de recherche énergétiques	DED	Europe
24	Communauté économique européenne (CEE)	Appui du Séminaire ENDA sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Europe
25	Conseil international des unions scientifiques (CIUS)	Collaboration à la Conférence sur le transfert des connaissances scientifiques au niveau local	DCCEM	
26	Conseil pour la science et la technique au service du développement international (BOSTID)	Appui à la réunion sur la relation énergie-alimentation consacrée à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Etats-Unis d'Amérique

	Organisme	Projet	Division*	Pays
27	Cordenacao dos Programmas de Post-Graduacao de l'Universite de Rio de Janeiro (COPPE)	Collaboration en matiere de planification et de gestion de l'energie	DED	Brésil
28	Council on Nutritional Anthropology de l'American Anthropological Association	Etablissement d'un repertoire	DED	Etat-Unis d'Amérique
29	Département de l'agriculture des Etats-Unis d'Amérique	Appui au projet INFOODS	DED	Etats-Unis d'Amérique
30	Environnement et développement du tiers monde (ENDA)	Collaboration au Séminaire sur la relation alimentation-energie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Sénégal
31	FAO	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	
32	FAO (AIEA)	Appui au projet relatif à la fixation de l'azote	DED	
33	Federal Institute for Industrial Research (FIIRO)	Collaboration au Séminaire sur un service d'information adapté aux besoins de l'Afrique en matière d'alimentation et de technologie	DED	Nigeria
34	Financiadora de Estudos e Projetos	Appui au sous-projet sur la relation alimentation-energie consacré aux systèmes alimentation-energie	DERM	Brésil
35	FISE	Distribution d'un enregistrement vidéo sur la nutrition et les soins de santé primaires	DED/DCCEM	
36	FISE	Appui au projet relatif aux soins de santé primaires	DED	
37	Fondation Ford	Subvention pour le projet relatif à la paix et à la transformation à l'échelle mondiale (sécurité/violence)	DERM	Etats-Unis d'Amérique
38	Fondation internationale pour la science (FIS)	Appui au Séminaire sur la biotechnologie en Afrique	DED	
39	Fondation internationale pour un autre développement (FIDAP)	Collaboration au sous-projet sur la relation alimentation-energie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	

	Organisme	Projet	Division*	Pays
40	Fondation Werner-Gren	Etablissement d'un répertoire	DED	Etats-Unis d'Amérique
41	Gouvernement colombien	Programmes audio-visuels (information en matière de nutrition et de soins de santé primaires)	DED/DCCEM	Colombie
42	Gouvernement islandais	Formation au niveau supérieur en matière d'énergie géothermique		Islande
43	Gouvernement néerlandais	Appui à une étude de faisabilité en matière de création d'emplois et de nouvelles technologies	DCCEM	Pays-Bas
44	Institut de recherche des Nations Unies sur la défense sociale	Accueil de la réunion sur le sous-projet "sécurité et transformation à l'échelle mondiale" relatif à la prévention du crime	DED	Italie
45	Institut économique et juridique de l'énergie de l'Université de Grenoble	Collaboration en matière de planification et de gestion de l'énergie	DED	France
46	Institut international d'agriculture tropicale	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	Nigéria
47	Institut international pour l'analyse de systèmes de haut niveau (IIASA)	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	Autriche
48	Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW)	Collaboration au projet relatif aux foyers contemporains	DED	
49	Institut national pour la promotion de la recherche au Japon	Collaboration au forum sur l'éthique de la survie humaine		Japon
50	Instituto de Económica Energética (Fundación Bariloche)	Collaboration en matière de planification et de gestion de l'énergie	DED	Argentine
51	Instituto de Fomento de la Casa México, A.C. (PROCALLI)	Collaboration au sous-projet sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Mexique
52	International Centre for Ethnic Studies (ICES)	Appui et collaboration pour le projet sur les minorités ethniques	DERM	

	Organisme	Projet	Division*	Pays
53	International Rice Research Institute (IRRI)	Appui et collaboration pour le projet relatif à la fixation de l'azote	DED	Philippines
54	International University of Japan	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCCEM	Japon
55	Japan Society for Information and Communication Research	Collaboration au forum sur la communication au service du développement	DCCEM	Japon
56	National Cancer Institute (Etats-Unis d'Amérique)	Appui au projet INFOODS	DED	Etats-Unis d'Amérique
57	National Research Council	Collaboration au sous-projet sur la relation alimentation-énergie consacré à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	Etats-Unis d'Amérique
58	Office allemand de coopération technique (BTZ)	Coparrainage du Séminaire sur les systèmes agroforestiers	DED	République fédérale d'Allemagne
59	OIT	Appui au projet relatif aux migrations humaines	DERM	
60	OMS	Appui au projet relatif aux soins de santé primaires	DED	
61	Ontario Institute for Studies of Education (OISE)	Appui au Colloque/Séminaire de haut niveau	DCCEM	Canada
62	Open University	Collaboration au projet relatif à l'enseignement à distance	DCCEM	Royaume-Uni
63	PNUD	Appui au projet relatif aux migrations humaines	DERM	
64	PNUD	Appui pour l'évaluation des politiques alimentaires et agricoles	DED	
65	Regional Social Science Association in Asia and the Pacific	Collaboration au projet relatif aux perspectives en Asie	DERM	
66	Self-Employed Women's Association (SEWA)	Collaboration à la mise en place de réseaux de villages	DCCEM	Inde
67	TATA Energy Research Institute	Collaboration au projet relatif à la planification et à la gestion de l'énergie	DED	Inde

	Organisme	Projet	Division*	Pays
68	Trinity College (Dublin)	Formation à la technique des microprocesseurs	DCCEM	Irlande
69	Unesco	Fourniture de services consultatifs d'experts, dans le cadre du projet relatif au transfert des connaissances scientifiques au niveau local	DCCEM	
70	Unesco	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	
71	Unesco	Appui pour la publication en portugais des travaux sur la relation alimentation-énergie consacrés à d'autres stratégies d'urbanisation	DERM	
72	Unesco	Appui à l'ASSET en matière d'échange d'informations	DED	
73	Unesco	Appui au Séminaire sur le transfert des connaissances scientifiques au niveau local	DCCEM	
74	Union internationale des organisations de recherche forestière	Coparrainage du Séminaire sur les systèmes agroforestiers	DED	
75	Union internationale des sciences biologiques (UISB)	Collaboration au projet relatif aux régions tropicales humides	DED	
76	Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN)	Collaboration au projet relatif aux zones tropicales humides	DED	
77	Université Aoyama Bakuin	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCCEM	Japon
78	Université Chuo	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCCEM	Japon
79	Université de Berne	Collaboration au projet relatif aux hautes terres-basses terres	DED	Suisse
80	Université de Princeton	Séminaire pour étudiants diplômés (problème de la paix, de la sécurité et de la transformation de l'humanité à l'échelle globale)	DERM	Etats-Unis d'Amérique
81	Université du Chili	Collaboration à la planification et à la gestion de l'énergie	DED	Chili

	Organisme	Projet	Division*	Pays
82	Université Javeriana	Diffusion de programmes vidéo (nutrition et soins de santé primaires)	DED/DCEM	Colombie
83	Université Kato	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCEM	Japon
84	Université libre de Berlin	Collaboration au Séminaire sur la paix, la sécurité et la transformation à l'échelle mondiale	DERM	Allemagne
85	Université libre de Bruxelles	Collaboration au projet "Complexité"	DCEM	Belgique
86	Université Soke	Collaboration aux activités concernant les personnes déplacées en Asie	DERM	Japon
87	Université Sophia	Collaboration au Séminaire mondial 1985	DCEM	
88	University of Malaya	Formation à la technique des microprocesseurs	DCEM	Malaisie

* DCEM : Division de la communication des connaissances à l'échelle mondiale.
DED : Division des études sur le développement.
DERM : Division des études régionales et mondiales.

Liste des publications (janvier-décembre 1985)

Ouvrages publiés par l'ONU seule ou en collaboration

- Duri Mohamed, dir. pub., African Perspective on the New International Economic Order, Bookwise Ltd.
- D. N. Parkes, I. H. Burnley et S. R. Walker, Arid Zone Settlement in Australia: A Focus on Alice Springs
- Hamoud Al-Ody, Structure des classes dans la société yéménite (en arabe), Dar al Mastakbal al Araby (Egypte)
- Mohamed Lamine Gakou, Crise de l'agriculture africaine, éditions Silex
- Herb Addo, Samir Amin, George Aseniero, Andre Gunder Frank, Mats Friberg, Folker Frobel, Jurgen Heinrichs, Bjorn Hettne, Otto Kreye et Hiroharu Seki, Development as Social Transformation: Reflections on the Global Problematique, Hodder and Stoughton
- Ui Jun, Industrial Pollution in Japan (édition japonaise)
- La transformacion del mundo. 2: Economia y sodiedad, édition établie par Mike Gonzalez, Salustiano del Campo Urbano et Roberto Mesa, Siglo Veintiuno Editores
- La transformacion del mundo. 3: Cultura y pensamiento, édition établie par Anisuzzaman et Anouar Abdel-Malek, Siglo Vientiuno Editores
- Meiji Ishin - Restoration and Revolution, édité par Nagai Michio et Miguel Urrutia
- Daniel Camacho y Rafael Majivar, Movimientos sociales en Centroamerica, EDUCA-FLACSO
- Natural Resources and Rural Development in Arid Lands: Case Studies from Sudan, édité par H. R. J. Davies
- Lee H. MacDonald, Natural Resources Development in the Sahel: The Role of the United Nations System
- Nutrition and Development, édité par Margaret R. Biswas et Per Pinstруп-Anderson, Oxford University Press
- Ramashray Roy, Self and Society: A Study in Gandhian Thought, Sage Publications (Inde)
- Ian Miles, Social Indicators for Human Development, Frances Pinter
- Technological Innovation and the Female Labour Force (édition japonaise), édité par Nakamura Masanori
- L'avenir du droit international dans un monde pluriculturel (en anglais et en français), édité par René-Jean Dupuy, Martinus Nijhoff (Pays Bas)
- S. Aida, en collaboration, The Science and Praxis of Complexity

Isam Al-Khafaji, L'Etat et le développement capitaliste en Iraq, 1968-1979 (en arabe), Dar al Mastakbal al Araby (Egypte)

Périodiques

Food and Nutrition Bulletin, volume 6, Nos 3 et 4; volume 7, Nos 1 à 4.

Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET), volume 6, Nos 9 et 10; INDEX, volume 6; volume 7, Nos 1 à 8.

Mountain Research and Development, volume 5, Nos 1 à 4.

Publications de réseau

Secteur de programme 3 : Systèmes et politique énergétiques

"Energy Conserving Technologies for the Post-Harvest System" (documents et rapport du Séminaire sur les techniques de conservation de l'énergie dans le cadre du système après-récolte organisé par l'UNU et l'Institut d'économie agricole et alimentaire, Przysiek (Pologne), 28 mai-1er juin 1984, édité par Augustyn Wos et Tomasz Lonc, Editions de publications agricoles et forestières de l'Etat à Varsovie)

Secteur de programme 4 : Politique et gestion des ressources

"Regional Planning in Different Political System" (débat de la Réunion internationale sur les aspects théoriques et pratiques de la planification du développement, Beijing, 19 mars-5 avril 1983), édité par Karlheinz Hottes, Derek R. Diamond et Wu Chuan-chun [Département de géographie de l'Université de la Ruhr, Bochum (République fédérale d'Allemagne)]

Secteur de programme 5 : Relation énergie-alimentation

Narendra Panjwani, "Citizens Organizations and Food-Energy Alternatives in Indian Cities"

Malcolm Slessor, Energy Systems Analysis in Food and Energy Crop Production

Chris Lewis, The Use of Dynamic Systems Analysis to Assess the Potential for Enhanced Output in the Rural Communities of Developing Countries

Secteur de programme 8 : Perspectives régionales

Perspectives mondiales de l'Europe (dialectique et humanisme), No 1, 1985 (documents présentés à la Conférence sur le développement humain et social en Europe dans l'optique interrégionale et mondiale, Varsovie, 4-8 juin 1984, Editions scientifiques polonaises, Varsovie)

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى : الأمم المتحدة ، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف .

如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
